EMPIRE CHÉRIFIEN -
Protectorat de la République Française
AU MAROC

Bulletin Officiel

ABONNEMENTS

		ÉDITION PARTIELLE	ÉDITION COMPLÈTE
Zone française et Tanger	Un an..	40 fr.	60 fr.
	6 mois..	25 »	38 »
	3 mois..	15 »	22 »
France et Colonies	Un an..	50 »	75 »
	6 mois..	30 »	45 »
	3 mois..	18 »	28 »
Soudan	Un an..	100 »	150 »
	6 mois..	60 »	90 »
	3 mois..	36 »	55 »

Changement d'adresse : 2 francs

LE «BULLETIN OFFICIEL» PARAIT LE VENDREDI

L'édition complète comprend :

- 1° Une première partie ou *édition partielle* : dahirs, arrêtés, ordres, décisions, circulaires, avis, informations, statistiques, etc...
- 2° Une deuxième partie : *publicité réglementaire, légale et judiciaire* (immatriculation des immeubles, délimitation des terres domaniales et collectives, avis d'adjudication, d'enquête, etc...)

Seule l'édition partielle est vendue séparément

On peut s'abonner à l'Imprimerie Officielle à Rabat, à l'Office du Protectorat à Paris et dans les bureaux de poste de l'Office chérifien des P. T. T. Les règlements peuvent s'effectuer au compte courant de chèques postaux de M. le Trésorier général du Protectorat, n° 100-00, à Rabat.

PRIX DU NUMÉRO :

Édition partielle.....	1 franco
Édition complète.....	1 fr. 50

PRIX DES ANNONCES :

Annonces légales, réglementaires et judiciaires	La ligne de 27 lettres
	3 francs

(Arrêté résidentiel du 28 juin 1930)

Pour la publicité-réclame, s'adresser à l'Agence Havas, Avenue Dar el Makhzen, 3, Rabat.

Les annonces judiciaires et légales prescrites pour la publicité et la validité des actes, des procédures et des contrats pour toute la Zone du Protectorat Français de l'Empire Chérifien doivent être obligatoirement insérées au "Bulletin Officiel" du Protectorat.

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

LEGISLATION ET REGLEMENTATION GENERALE

Dahir du 26 juin 1935 (24 rebia I 1354) relatif au droit d'enregistrement afférent aux avenants aux baux de location d'immeubles assujettis à la taxe urbaine	797
Arrêté viziriel du 18 juillet 1935 (16 rebia II 1354) relatif à la situation des agents des cadres spéciaux des administrations publiques du Protectorat, qui obtiennent la naturalisation française	798

TEXTES ET MESURES D'EXECUTION

Dahir du 24 juin 1935 (22 rebia I 1354) autorisant la vente d'un immeuble domanial, sis à Meknès	799
Dahir du 24 juin 1935 (22 rebia I 1354) autorisant la vente d'une parcelle de terrain domanial (Marrakech)	799
Dahir du 24 juin 1935 (22 rebia I 1354) autorisant la cession des droits de l'Etat sur dix parcelles de terrain (Taroudant)	800
Dahir du 25 juin 1935 (23 rebia I 1354) portant réduction de certaines taxes minières	800
Dahir du 25 juin 1935 (23 rebia I 1354) autorisant la vente d'une parcelle de terrain domanial (Oujda)	800
Dahir du 25 juin 1935 (23 rebia I 1354) autorisant la vente d'une parcelle de terrain domanial (Fès)	801
Dahir du 26 juin 1935 (24 rebia I 1354) autorisant la vente d'une parcelle de terrain domanial (Meknès)	801
Dahir du 28 juin 1935 (26 rebia I 1354) portant approbation de l'avenant n° 7 au contrat de concession de l'Énergie électrique du Maroc	801
Dahir du 10 juillet 1935 (8 rebia II 1354) portant fixation des tarifs du tertib pour l'année 1935	801

Arrêté viziriel du 15 juin 1935 (13 rebia I 1354) autorisant et déclarant d'utilité publique un échange immobilier entre l'État et la municipalité de Meknès	803
Arrêté viziriel du 15 juin 1935 (13 rebia I 1354) autorisant et déclarant d'utilité publique l'acquisition par la municipalité de Meknès de parcelles de terrain	804
Arrêté viziriel du 24 juin 1935 (22 rebia I 1354) homologuant les opérations de délimitation de la forêt de Tiout et du canton de Ben-Sifer (Agadir)	805
Arrêté viziriel du 24 juin 1935 (22 rebia I 1354) autorisant et déclarant d'utilité publique un échange immobilier entre la municipalité de Meknès et l'administration des Habous	805
Arrêté viziriel du 24 juin 1935 (22 rebia I 1354) autorisant et déclarant d'utilité publique l'acquisition à titre gratuit par la municipalité de Mazagan de trois parcelles de terrain domanial	806
Arrêté viziriel du 24 juin 1935 (22 rebia I 1354) autorisant et déclarant d'utilité publique l'acquisition par la municipalité de Meknès d'une parcelle de terrain	805
Arrêté viziriel du 24 juin 1935 (22 rebia I 1354) autorisant et déclarant d'utilité publique l'acquisition par la municipalité de Meknès d'une parcelle de terrain	807
Arrêté viziriel du 25 juin 1935 (23 rebia I 1354) déclarant d'utilité publique et urgente la création d'un poste forestier au lieu dit « Anguied » (région de Taza, bureau des affaires indigènes de Mesguilem) et frappant d'expropriation les parcelles de terrain nécessaires à cette création	807
Arrêté viziriel du 28 juin 1935 (26 rebia I 1354) portant résiliation de la vente de lots du centre d'Ain-Taoujat (Meknès)	808
Arrêté viziriel du 28 juin 1935 (26 rebia I 1354) autorisant l'acceptation de la donation d'une parcelle de terrain (Meknès)	809
Arrêté viziriel du 28 juin 1935 (26 rebia I 1354) autorisant l'acquisition d'une parcelle de terrain (Marrakech) ..	809
Arrêté viziriel du 2 juillet 1935 (30 rebia I 1354) autorisant la vente par la municipalité d'Oujda d'une parcelle de terrain	809

Arrêté résidentiel portant modification à l'arrêté du 8 janvier 1932 fixant les indemnités pour frais de voyage et de séjour allouées aux officiers des commandements territoriaux, officiers des affaires indigènes, officiers interprètes et interprètes militaires stagiaires déplacés pour leur service spécial	810
Arrêté résidentiel portant création d'un emploi de contrôleur civil stagiaire	810
Arrêté du ministre plénipotentiaire, délégué à la Résidence générale, portant réorganisation administrative de la région de Marrakech	810
Arrêté du directeur général des travaux publics portant ouverture d'une enquête sur le projet de reconnaissance du chemin d'accès au cimetière musulman de Port-Lyautey	813
Arrêté du directeur général des travaux publics portant ouverture d'enquête sur le projet de redressement et d'élargissement de la route n° 2 (de Rabat à Tanger), entre les P.M. 0,00 et 4.413,81 (Bab Fès à Salé)	813
Arrêté du directeur général des travaux publics portant ouverture d'enquête sur un projet d'autorisation de prise d'eau sur l'aïn Djemâa, au profit de la société « Chaoula et Maroc » (Meknès)	813
Décision du directeur général des travaux publics portant agrément d'un médecin pour la délivrance du certificat médical en vue de l'obtention des certificats de capacité pour la conduite des véhicules affectés à des transports en commun ou dont le poids en charge dépasse 3.500 kilos	814
Arrêté du directeur des eaux et forêts portant ouverture et fermeture de la chasse pendant la saison 1935-1936	814
Associations déclarées dans les conditions prévues par le dahir du 24 mai 1914, modifié par le dahir du 5 juin 1933 ..	821

**PERSONNEL DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES
DU PROTECTORAT**

Mouvements de personnel dans les administrations du Protectorat	822
Prorogation de la limite d'âge	823
Admission à la retraite	823
Radiation des cadres	823
Concession d'allocation spéciale	824
Concession de pensions civiles	824
Dérogation au dahir du 8 mars 1935	824
Promotions dans la hiérarchie spéciale du service des affaires indigènes	824
Concours pour un emploi d'inspecteur adjoint de l'agriculture (3 ^e catégorie — Recherches agronomiques — Section biologique et expérimentale)	825

PARTIE NON OFFICIELLE

Concours pour six emplois d'institutrice auxiliaire et quatre emplois d'instituteur auxiliaire (session du 30 octobre 1935)	825
Statistique des opérations de placement pendant la semaine du 1 ^{er} au 7 juillet 1935	825
Relevé des produits originaires et provenant de la zone française de l'Empire chérifien expédiés en franchise en France et en Algérie dans les conditions fixées par les articles 305 et 307 du code des douanes du 26 décembre 1934 et en application du décret du 18 juin 1935, pendant les 1 ^{re} et 2 ^e décades du mois de juin 1935	827
Avis de mise en recouvrement d'impôts directs dans diverses localités	830
Cours des blés tendres pratiqués sur la place de Casablanca du 6 au 13 juillet 1935	830

PARTIE OFFICIELLE

**LÉGISLATION
ET RÉGLEMENTATION GÉNÉRALE**

DAHIR DU 26 JUIN 1935 (24 rebia I 1354)
relatif au droit d'enregistrement afférent aux avenants aux baux de location d'immeubles assujettis à la taxe urbaine.

LOUANGE A DIEU SEUL !
(Grand sceau de Sidi Mohamed)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !
Que Notre Majesté Chérifienne,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE UNIQUE. — Les avenants aux actes portant location d'immeubles assujettis à la taxe urbaine seront, à partir du lendemain de la publication du présent dahir au *Bulletin officiel*, enregistrés au droit fixe lorsque leur objet exclusif sera de réduire les loyers échus ou à échoir en vertu des baux en cours.

S'ils prorogent, en cours de location, la durée du bail primitif, ils devront être enregistrés au droit fixe dans les trois mois de leur date. Le droit proportionnel de 0,50 % afférent aux baux d'immeubles devient exigible dans les vingt jours qui suivront le point de départ de la période de prorogation.

Après enregistrement des avenants, les droits dus sur les baux en cours seront liquidés sur le montant des loyers réduits.

Les règles relatives au fractionnement des droits continueront à s'appliquer.

Il sera fait application, s'il y a lieu, des pénalités prévues par les articles 41 du dahir du 11 mars 1915 (24 rebia II 1333) et 4 du dahir du 10 décembre 1927 (16 joumada II 1346), relatifs à l'enregistrement.

Fait à Rabat, le 24 rebia I 1354,
(26 juin 1935).

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 8 juillet 1935.

**Le Ministre plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence générale,
J. HELLEU.**

ARRÊTE VIZIRIEL DU 18 JUILLET 1935
(16 rebia II 1354)

relatif à la situation des agents des cadres spéciaux des administrations publiques du Protectorat, qui obtiennent la naturalisation française.

LE GRAND VIZIR,

Vu les dahirs et arrêtés viziriels réglementant les cadres et les traitements des agents des cadres spéciaux des administrations publiques du Protectorat ;

Vu le dahir du 1^{er} mai 1931 (13 hija 1349) instituant un régime de pensions civiles en faveur des fonctionnaires du Makhzen et des cadres spéciaux appartenant aux administrations du Protectorat ;

Vu l'arrêté viziriel du 28 avril 1928 (7 kaada 1346) relatif à l'allocation d'une prime pour naissance d'enfant aux fonctionnaires et agents citoyens français et à certains agents auxiliaires ;

Vu l'arrêté viziriel du 21 mars 1929 (9 chaoual 1347) déterminant le traitement de base et les indemnités générales à allouer aux agents appartenant aux cadres spéciaux des administrations du Protectorat, naturalisés français ;

Vu l'arrêté viziriel du 23 février 1934 (9 kaada 1350) portant attribution d'une indemnité de logement et fixant les conditions dans lesquelles est allouée une indemnité pour charges de famille aux citoyens français en fonctions dans une administration publique du Protectorat ;

Sur la proposition du secrétaire général du Protectorat,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — L'arrêté viziriel susvisé du 21 mars 1929 (9 chaoual 1347) est abrogé.

ART. 2. — Tout agent appartenant à un cadre spécial de l'administration chérifienne, qui obtient la naturalisation française, s'il satisfait aux conditions statutaires exigées pour l'accès au cadre général correspondant, est nommé dans ce dernier cadre à la classe comportant un traitement de base égal ou immédiatement supérieur au traitement global qu'il percevait dans le cadre spécial, diminué de 15 %.

ART. 3. — S'il ne satisfait pas aux conditions exigées pour l'accès au cadre général correspondant, il est maintenu dans son cadre d'origine. Il perçoit alors dans cette situation, comme traitement de base, le traitement des agents de sa catégorie qui est indiqué au tableau annexé au dahir du 1^{er} mai 1931 (13 hija 1349) instituant un régime de pensions civiles en faveur des fonctionnaires du Makhzen et des cadres spéciaux appartenant aux administrations du Protectorat.

Au cas où il ne pourrait être rangé dans l'une des catégories du tableau, le traitement de base à lui appliquer sera égal au traitement global qu'il percevait diminué de 15 %.

ART. 4. — Dans l'un et l'autre cas, l'agent bénéficie de l'indemnité de logement et de son supplément, de l'indemnité pour charges de famille et, le cas échéant, de la prime pour naissance d'enfant allouée aux agents citoyens français.

ART. 5. — Le présent arrêté produira effet à compter du 1^{er} juillet 1935.

*Fait à Rabat, le 16 rebia II 1354,
(18 juillet 1935).*

MOHAMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 18 juillet 1935.

*Le Ministre plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence générale,
J. HELLEU.*

TEXTES ET MESURES D'EXÉCUTION

DAHIR DU 24 JUIN 1935 (22 rebia I 1354)
autorisant la vente d'un immeuble domanial, sis à Meknès.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand sceau de Sidi Mohamed)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE PREMIER. — Est autorisée la vente à Si el Haj Mustapha ben Mohamed er Riffi d'un immeuble domanial inscrit sous le n° 333 au sommier de consistance des biens domaniaux de Meknès, au prix de mille deux cents francs (1.200 fr.) payable dès la passation de l'acte de vente.

ART. 2. — L'acte de vente devra se référer au présent dahir.

*Fait à Rabat, le 22 rebia I 1354,
(24 juin 1935).*

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 8 juillet 1935.

*Le Ministre plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence générale,
J. HELLEU.*

DAHIR DU 24 JUIN 1935 (22 rebia I 1354)
autorisant la vente d'une parcelle de terrain domanial
(Marrakech).

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand sceau de Sidi Mohamed)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

Considérant l'intérêt qu'il y a à procéder au rajustement des lots de colonisation d'El-Kelâa (Marrakech) ;

Vu l'avis émis par le sous-comité de colonisation, en date du 1^{er} septembre 1932,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE PREMIER. — Est autorisé, en vue du rajustement du lot de colonisation « El Kelâa I n° 10 », la vente à M. Fourès Jean d'une parcelle de terrain à prélever sur l'immeuble domanial dit « Bled Minifikha », inscrit sous le n° 349 au sommier de consistance des biens domaniaux des Srarhna, d'une superficie approximative de cent soixante-dix-sept hectares quinze ares (177 ha. 15 a.), au prix de quarante-sept mille six cent cinquante francs (47.650 fr.), payable dans les mêmes conditions que celui du lot de colonisation « El Kelâa I n° 10 », auquel la parcelle cédée sera incorporée et dont elle suivra le sort.

ART. 2. — L'acte de vente devra se référer au présent dahir.

Fait à Rabat, le 22 rebia I 1354,
(24 juin 1935).

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 8 juillet 1935.

Le Ministre plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence générale,
J. HELLEU.

DAHIR DU 24 JUIII 1935 (22 rebia I 1354)
autorisant la cession des droits de l'Etat sur dix parcelles
de terrain (Taroudant).

LOUANGE A DIEU SEUL !
(Grand sceau de Sidi Mohamed)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE PREMIER. — Est autorisée, par voie d'adjudication aux enchères publiques, la cession des droits de l'Etat sur dix parcelles de terrain désignées au tableau ci-après, sises sur le territoire de la tribu des Mentaga (Taroudant) :

NUMERO D'ORDRE	NUMERO DU S. DE G.	NOMS DES PARCELLES	SUPERFICIE	SITUATION	MISE A PRIX
1	459	Ouin Hemida	60 00	Tamalouqt	155 fr.
2	460	Amzguer	43 00	id.	25
3	461	Djenan ou Bou Melik	15 90	id.	60
4	462	Oum er Remad ..	15 20	id.	75
5	463	Oudjama	12 50	id.	70
6	464	El Feidh	2 03 00	id.	65
7	465	Feddan ou Mansour	7 00	id.	30
8	466	Tagharidjt	7 00	id.	60
9	467	Etaa Izdaghen ...	25 00	id.	75
10	468	Hogla	11 40	id.	30

ART. 2. — Les actes de cession devront se référer au présent dahir.

Fait à Rabat, le 22 rebia I 1354,
(24 juin 1935).

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 8 juillet 1935.

Le Ministre plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence générale,
J. HELLEU.

DAHIR DU 25 JUIII 1935 (23 rebia I 1354)
portant réduction de certaines taxes minières.

LOUANGE A DIEU SEUL !
(Grand sceau de Sidi Mohamed)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu le dahir du 15 septembre 1923 (3 safar 1342) portant règlement minier ;

Vu l'arrêté viziriel du 1^{er} juillet 1924 (28 kaada 1342) définissant le statut des permis de prospection,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE UNIQUE. — Sont réduites de moitié, jusqu'au 31 décembre 1935, la taxe de transfert de permis de prospection instituée par l'article 7 de l'arrêté viziriel susvisé du 1^{er} juillet 1924 (28 kaada 1342), les taxes de transfert de permis de recherche instituées par l'article 41 du dahir susvisé du 15 septembre 1923 (3 safar 1342) et la taxe de transfert ou d'amodiation de permis d'exploitation instituée par l'article 64 du même dahir.

Fait à Rabat, le 23 rebia I 1354,
(25 juin 1935).

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 10 juillet 1935.

Le Ministre plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence générale,
J. HELLEU.

DAHIR DU 25 JUIII 1935 (23 rebia I 1354)
autorisant la vente d'une parcelle de terrain domanial
(Oujda).

LOUANGE A DIEU SEUL !
(Grand sceau de Sidi Mohamed)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE PREMIER. — Est autorisée la vente aux nommés Cheikh Mohamed ben Amar, Mohamed ben Mostefa ben Mimoun ben Ahmed Chebabi, Kourat Mouloud ben Rabah et M'Hamed ben Amar Ouz'hir, d'une parcelle de terrain domanial dite « Dhar Sidi el Mir », inscrite sous le n° 61 au sommier de consistance des biens domaniaux d'Oujda, d'une superficie approximative de cinquante hectares (50 ha. sise sur le territoire de la tribu des Beni-Ouirmèche du sud (Oujda), au prix de six mille sept cent cinquante francs (6.750 fr.).

ART. 2. — L'acte de vente devra se référer au présent dahir.

Fait à Rabat, le 23 rebia I 1354,
(25 juin 1935).

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 8 juillet 1935.

Le Ministre plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence générale,
J. HELLEU.

DAHIR DU 25 JUIN 1935 (23 rebia I 1354)
 autorisant la vente d'une parcelle de terrain domanial (Fès).

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand sceau de Sidi Mohamed)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE PREMIER. — Est autorisée la vente à Lahoucine ben Abdallah de la parcelle de terrain domanial dite « Bled Hofrat Hammou ou Bekki », inscrite sous le n° 496 au sommier de consistance des biens domaniaux de Fès, d'une superficie approximative de trois hectares cinquante ares (3 ha. 50 a.), sise sur le territoire de la tribu des Beni-Sadden, au prix de mille quatre cents francs (1.400 fr.).

ART. 2. — L'acte de vente devra se référer au présent dahir.

Fait à Rabat, le 23 rebia I 1354,
 (25 juin 1935).

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 8 juillet 1935.

Le Ministre plénipotentiaire,
 Délégué à la Résidence générale,
 J. HELLEU.

DAHIR DU 26 JUIN 1935 (24 rebia I 1354)
 autorisant la vente d'une parcelle de terrain domanial (Meknès).

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand sceau de Sidi Mohamed)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE PREMIER. — Est autorisée la vente à M. Saramoto Sébastien d'une parcelle de terrain dite « Bled el Kouas », inscrite sous le n° 557 au sommier de consistance des biens domaniaux de Meknès, d'une superficie de cinquante-sept ares soixante centiares (57 a. 60 ca.), au prix de mille francs (1.000 fr.) payable dès la passation de l'acte de vente.

ART. 2. — L'acte de vente devra se référer au présent dahir.

Fait à Rabat, le 24 rebia I 1354,
 (26 juin 1935).

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 8 juillet 1935.

Le Ministre plénipotentiaire,
 Délégué à la Résidence générale,
 J. HELLEU.

DAHIR DU 28 JUIN 1935 (26 rebia I 1354)
 portant approbation de l'avenant n° 7 au contrat de concession de l'Energie électrique du Maroc.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand sceau de Sidi Mohamed)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu le dahir du 18 juillet 1923 (3 hija 1341) approuvant la convention du 9 mai 1923 et le cahier des charges y annexé, portant concession d'une organisation de production, de transport et de distribution d'énergie électrique au Maroc ;

Vu le dahir du 6 février 1924 (29 joumada II 1342) approuvant la substitution de la société « Énergie électrique du Maroc » au « Syndicat d'études pour la mise en valeur des forces hydrauliques au Maroc »,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE UNIQUE. — Est approuvé, tel qu'il est annexé à l'original du présent dahir, l'avenant n° 7 à la convention du 9 mai 1923 relative à la concession d'une organisation de production, de transport et de distribution d'énergie électrique au Maroc, conclu le 28 mai 1935, entre M. Normandin, directeur général des travaux publics, agissant au nom du Gouvernement chérifien, et M. Émile Moreau, président du conseil d'administration de la société « Énergie électrique du Maroc », agissant au nom de ladite société.

Fait à Rabat, le 26 rebia I 1354,
 (28 juin 1935).

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 10 juillet 1935.

Le Ministre plénipotentiaire,
 Délégué à la Résidence générale,
 J. HELLEU.

DAHIR DU 10 JUILLET 1935 (8 rebia II 1354)
 portant fixation des tarifs du tertib pour l'année 1935.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand sceau de Sidi Mohamed)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu le dahir du 10 mars 1915 (23 rebia II 1333) réglementant le tertib et, notamment, l'article 12 ;

Vu le dahir du 11 mars 1915 (24 rebia II 1333) sur le tertib des arbres fruitiers,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE PREMIER. — Les tarifs du tertib sont fixés, pour l'année 1935, ainsi qu'il suit :

TITRE PREMIER
 Cultures annuelles

ART. 2. — Les cultures annuelles sont classées, d'après la notation de leur rendement, en huit catégories, conformément au tableau ci-après :

1^{re} catégorie. — Rendement à l'hectare de 20 quintaux et au-dessus.

2^e catégorie. — Rendement à l'hectare égal ou supérieur à 15 et inférieur à 20.

3^e catégorie. — Rendement à l'hectare égal ou supérieur à 11 et inférieur à 15.

4^e catégorie. — Rendement à l'hectare égal ou supérieur à 8 et inférieur à 11.

5^e catégorie. — Rendement à l'hectare égal ou supérieur à 6 et inférieur à 8.

6^e catégorie. — Rendement à l'hectare égal ou supérieur à 4 et inférieur à 6.

7^e catégorie. — Rendement à l'hectare égal ou supérieur à 3 et inférieur à 4.

8^e catégorie. — Rendement à l'hectare égal ou supérieur à 1 et inférieur à 3.

Les cultures dont le rendement est inférieur à 1 quintal à l'hectare sont exonérées de l'impôt. Il en est de même des cultures de blé, d'orge, d'avoine et de seigle rangées dans la 8^e catégorie.

L'impôt à l'hectare est fixé conformément aux tableaux ci-après :

PREMIÈRE ZONE

Régions d'Oujda, du Rharb, de Rabat, des Chaouïa (sauf les Beni-Meskine), territoire d'Ouezzane, circonscriptions autonomes des Doukkala (sauf des Aouanat des Doukkala-sud) et des Abda-Ahmar (sauf l'annexe des Ahmar).

CATÉGORIE des rendements	Blé dur	Blé tendre cultivé à l'européenne	Blé tendre cultivé à l'indigène	Orge	Avoine	Seigle	Fèves	Mais	Petits pois cultivés à l'indigène et pois chiches	Sorgho	Fenugrec	Lin	Lentilles	Petits pois cultivés à l'européenne	Mil	Alpiste	Cumin	Coriandre	Haricots
1 ^{re} catégorie...	62 50	70 50	61 50	36	44 50	48	59	44 50	61	35	59	97	87 50	73	68 50	117 50	247 50	62	121 50
2 ^e catégorie...	43	51 75	42	25	30 50	33	40 50	31	42	24 50	41	67	60 50	50 50	47 50	82	172 50	43 50	84
3 ^e catégorie...	31 50	40	31	18	22 50	24	30 50	23	31	18	30	40	44 50	37	35 50	60 50	127 50	32	61
4 ^e catégorie...	22 50	28	22	13	16	17	21	17	22	13	22	35	31 50	26 50	25 50	44	92 50	23 50	44
5 ^e catégorie...	16	20	15 50	9	11 50	12	15	13 50	16	9 50	16	25	22 50	19	19	32	67 50	17	31
6 ^e catégorie...	10 75	13 50	10 50	6	7 50	8	10	8 50	11	7 50	11	17	15 50	13	13 50	22 50	47 50	12	21
7 ^e catégorie...	6 50	8 50	6 50	4	5 50	6	6 50	6	7	4 50	7 50	11	10	8 50	9	15 50	32 50	8 50	14
8 ^e catégorie...	ex.	ex.	ex.	ex.	ex.	ex.	2 50	3 50	3 50	2 50	4	5	4 50	4	5	8 50	17 50	4 50	6 50

DEUXIÈME ZONE

Régions de Taza, de Fès (sauf le territoire d'Ouezzane) de Meknès, de Marrakech, territoires du Tadla, du Tafilalet et du Drâa, tribu des Beni-Meskine ; contrôle civil d'Oued-Zem ; annexe de contrôle civil des Ahmar, tribu des Aouanat des Doukkala-sud ; circonscription autonome des Haha-Chiadma.

1 ^{re} catégorie...	54	71	33	30	36	40	50 50	36	54 50	28 50	50 50	88 50	79 00	61 50	59 50	109	230	53 50	113
2 ^e catégorie...	37 50	39	36 50	21	25	27 50	35	25	38	20	25	61 50	54 50	41 50	41	76	166 50	37 50	78
3 ^e catégorie...	27	35 50	26 50	15	18	20	25 50	18 50	27 50	15	25	45	40	33 50	31	56 50	123	27 50	57
4 ^e catégorie...	19 50	25	19	11	13	14	18	13 50	20	11	18 50	32	28 50	23 50	22 50	41	89 50	20	41
5 ^e catégorie...	13 50	18	13 50	7 50	9	10	13	10	14	8	13 50	23	20 50	17	16 50	30	65 50	14 50	29
6 ^e catégorie...	9	12	9	5	6	7	8 50	7	9 50	5 50	9 50	15 50	14	11 50	11 50	21	46	10 50	20
7 ^e catégorie...	6	7 50	5 50	3 50	4 00	4 50	5 50	5	6 50	4	6 50	10	9	7 50	8	14 50	31 50	7	13
8 ^e catégorie...	ex.	ex.	ex.	ex.	ex.	ex.	2	2 50	3	2	3	4 50	4	3 50	4 50	8	17	4	6

Les cultures de henné et d'orobe, les cultures florales destinées à fournir des fleurs coupées ou des plantes d'ornementation et les cultures maraîchères sont imposées suivant le tarif forfaitaire ci-dessous :

Henné : 250 francs par hectare ;

Orobe (kersenna) : 10 francs par hectare ;

Cultures florales : 300 francs par hectare ;

Cultures maraîchères irriguées faites à l'européenne : 150 francs par hectare ;

Cultures maraîchères irriguées faites à l'indigène : 120 francs par hectare ;

Cultures maraîchères non irriguées faites à l'européenne : 75 francs par hectare ;

Cultures maraîchères non irriguées faites à l'indigène : 40 francs par hectare.

Une taxe complémentaire du tertib, fixée comme suit, sera perçue par colis de primeurs exporté sur le contingent :

o fr. 15 par colis de tomates, haricots verts, petit pois, artichauts ou pommes de terre ;

o fr. 10 par colis de toutes autres primeurs.

Les cultures non désignées au tarif sont exemptées de l'impôt pour l'année 1935.

TITRE DEUXIÈME

Arbres fruitiers

ART. 3. — Les arbres fruitiers susceptibles de donner une production sont taxés d'après le tarif forfaitaire ci-dessous :

1^{re} catégorie

1^o Oliviers, par arbre : o fr. 40 ;

2^o Palmiers, par pied : o fr. 05 ;

3^o Vignobles en plantation régulière, par hectare : 65 francs ;

4^o Toutes autres plantations de vigne, par pied : o fr. 08.

2^e catégorie

Amandiers et noyers, par arbre : 0 fr. 50 ;

Orangers, citronniers et autres aurantiacées, par arbre : 1 franc ;

Figuiers et autres arbres, par arbre : 0 fr. 10.

Les arbres de la 2^e catégorie ne sont imposés qu'à partir de 50 arbres par essence, mais l'imposition porte sur la totalité des arbres recensés.

3^e catégorie

Palmiers des ksour de Figuig et de la région des confins algéro-marocains :

Palmiers irrigués dans les ksour : 0 fr. 40 ;

Palmiers irrigués hors des ksour : 0 fr. 30 ;

Palmiers non irrigués dans les ksour : 0 fr. 10 ;

Palmiers non irrigués hors des ksour : 0 fr. 05.

TITRE TROISIÈME**Animaux**

ART. 4. — Les animaux sont imposés d'après le tarif ci-après :

DÉSIGNATION DES ANIMAUX	AGE D'IMPOSITION	TARIF
Chameaux adultes	De plus de 4 ans.	10
Chameaux jeunes	De 2 à 4 ans.	5
Chevaux, juments, mulets ..	De 3 ans et au-dessus.	10
Anes	De 2 ans et au-dessus.	2
Bœufs, taureaux, vaches	De 18 mois et au-dessus.	6
Génisses, veaux	A partir du sevrage.	3
Porcs	id.	2,50
Moutons	id.	1,25
Chèvres	id.	1,15

Tous les animaux compris dans la nomenclature qui précède et qui se trouvent recensés lors de la tournée d'achour sont soumis à l'impôt, à l'exception de ceux appartenant à l'armée et de ceux possédés, pour assurer un service public, par l'Etat ou les municipalités.

ART. 5. — Le nombre des centimes additionnels prévus par l'article 12 du dahir susvisé du 10 mars 1915 (25 rebia II 1333) est fixé à 10.

Il sera, en outre, perçu, en 1935, trois centimes additionnels pour la lutte antiacridienne.

Fait à Rabat, le 8 rebia II 1354,

(10 juillet 1935).

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 12 juillet 1935.

Le Ministre plénipotentiaire,

Délégué à la Résidence générale,

J. HELLEU.

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 15 JUIN 1935

(13 rebia I 1354)

autorisant et déclarant d'utilité publique un échange immobilier entre l'Etat et la municipalité de Meknès.

LE GRAND VIZIR.

Vu le dahir du 8 avril 1917 (15 jourmada II 1335) sur l'organisation municipale, et les dahirs qui l'ont modifié ou complété ;

Vu le dahir du 19 octobre 1921 (17 safar 1340) sur le domaine municipal, et les dahirs qui l'ont modifié ou complété ;

Vu l'arrêté viziriel du 31 décembre 1921 (1^{er} jourmada I 1340) déterminant le mode de gestion du domaine municipal, modifié par l'arrêté viziriel du 2 février 1931 (13 ramadan 1349) ;

Vu l'arrêté viziriel du 21 avril 1933 (25 hija 1351) autorisant et déclarant d'utilité publique un échange immobilier entre l'Etat français et la ville de Meknès, et classant deux parcelles de terrain au domaine public de cette ville ;

Vu le dahir du 6 avril 1935 (2 moharrem 1354) autorisant un échange de terrains entre l'Etat et la municipalité de Meknès ;

Vu l'avis émis par la commission municipale de Meknès, dans ses séances des 4 août 1932, 30 janvier 1933 et 29 mai 1934 ;

Sur la proposition du secrétaire général du Protectorat, après avis des directeurs généraux des finances et des travaux publics,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Est autorisé et déclaré d'utilité publique l'échange de trois parcelles de terrain appartenant à la municipalité de Meknès, l'une, dite « Hamria », d'une superficie de quatorze hectares seize ares cinquante et un centiares (14 ha. 16 a. 51 ca.), située dans le quartier du camp Mézergues ; les deux autres, d'une superficie globale d'un hectare vingt et un ares vingt-sept centiares (1 ha. 21 a. 27 ca.), situées dans le lotissement des chemins de fer militaires, et figurées par une teinte ocre sur les plans annexés à l'original du présent arrêté, contre deux parcelles du domaine privé de l'Etat, d'une superficie globale de onze hectares quatre-vingt-onze ares soixante-quatre centiares (11 ha. 91 a. 64 ca.), situées dans la partie basse du camp Poublan et figurées par une teinte rouge sur les mêmes plans.

ART. 2. — Cet échange donnera lieu au versement par la ville de Meknès, au compte spécial prévu par l'article 72 de la loi de finances du 19 décembre 1926 (dont l'application au Maroc a fait l'objet de l'article 85 de la loi de finances du 31 mars 1931), d'une indemnité d'éviction de trente-cinq mille cinq cent quatre-vingt-dix francs (35.590 fr.).

ART. 3. — Les parcelles ainsi acquises par la ville sont classées au domaine public municipal.

ART. 4. — Les autorités locales de la ville de Meknès sont chargées de l'exécution du présent arrêté, qui abroge l'arrêté viziriel susvisé du 21 avril 1933 (25 hija 1351).

Fait à Rabat, le 13 rebia I 1354,
(15 juin 1935).

MOHAMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 10 juillet 1935.

Le Ministre plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence générale,
J. HELLEU.

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 15 JUIN 1935
(13 rebia I 1354)

autorisant et déclarant d'utilité publique l'acquisition par la municipalité de Meknès de parcelles de terrain.

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 8 avril 1917 (15 jourmada II 1335) sur l'organisation municipale, et les dahirs qui l'ont modifié ou complété ;

Vu le dahir du 19 octobre 1921 (17 safar 1340) sur le domaine municipal, et les dahirs qui l'ont modifié ou complété ;

Vu l'arrêté viziriel du 31 décembre 1921 (1^{er} jourmada I 1340) déterminant le mode de gestion du domaine municipal, modifié par l'arrêté viziriel du 2 février 1931 (13 ramadan 1349) ;

Vu l'arrêté du pacha de la ville de Meknès, du 11 janvier 1933, déclarant d'utilité publique l'élargissement de la rue de la Poste, et frappant d'alignement les immeubles situés dans la zone d'élargissement ;

Vu l'avis émis par la commission municipale de Meknès, dans ses séances des 29 janvier et 27 février 1935 ;

Sur la proposition du secrétaire général du Protectorat, après avis des directeurs généraux des finances et des travaux publics,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Est autorisée et déclarée d'utilité publique, en vue de l'élargissement de la rue de la Poste, l'acquisition par la municipalité de Meknès des parcelles de terrain figurées par une teinte rose sur le plan annexé à l'original du présent arrêté et désignées au tableau ci-après :

NUMÉROS DU PLAN	PROPRIÉTAIRES	CONTENANCE	PRIX
3	MM. Moïse et Haïm el Krief ..	Soixante et onze mètres carrés soixante-quinze décimètres carrés (71 mq. 75).	Cinq mille trois cent quatre-vingt-un francs vingt-cinq centimes (5.381 fr. 25.)
4	Chapelain Maurice	Soixante-douze mètres carrés (72 mq.).	Cinq mille quatre cents francs (5.400 fr.).
5	Caillat Paul	Trente mètres carrés quarante-cinq décimètres carrés (30 mq. 45).	Deux mille deux cent quatre-vingt-trois francs soixante-quinze centimes (2.283 fr. 75).
6	Rivals Pierre	Huit mètres carrés vingt-cinq décimètres carrés (8 mq. 25).	Six cent dix-huit francs soixante-quinze centimes (618 fr. 75).
7	Rolland Edouard	Vingt-trois mètres carrés soixante-deux décimètres carrés (23 mq. 62).	Trois mille cinq cent quarante-trois francs (3.543 fr.).
8	Rémond Georges	Cent mètres carrés quatre-vingt-huit décimètres carrés (100 mq. 88).	Quinze mille cent trente-deux francs (15.132 fr.).
9	Panel Marius	Quatre-vingt-quatre mètres carrés (84 mq.).	Douze mille six cents francs (12.600 fr.).

ART. 2. — Ces parcelles de terrain sont classées au domaine public de la ville de Meknès.

ART. 3. — Les autorités locales de la ville de Meknès sont chargées de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Rabat, le 13 rebia I 1354,
(15 juin 1935).

MOHAMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 10 juillet 1935.

Le Ministre plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence générale,
J. HELLEU.

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 24 JUIN 1935

(22 rebia I 1354)

homologuant les opérations de délimitation de la forêt de Tiout et du canton de Ben-Sifer (Agadir).**LE GRAND VIZIR,**

Vu le dahir du 3 janvier 1916 (26 safar 1334) portant règlement spécial sur la délimitation du domaine de l'État, modifié et complété par le dahir du 14 mars 1923 (25 rejeb 1341);

Vu l'arrêté viziriel du 11 mai 1931 (22 hija 1349) ordonnant la délimitation des massifs boisés du cercle de Taroudant (territoire d'Agadir), et fixant la date d'ouverture de cette opération au 15 juillet 1931 ;

Attendu :

1° Que toutes les formalités antérieures et postérieures à la délimitation, prescrites par les articles 4, 5 et 7 du dahir susvisé du 3 janvier 1916 (26 safar 1334), ont été accomplies dans les délais fixés, ainsi qu'il résulte des certificats joints au dossier de la délimitation ;

2° Qu'aucune des oppositions formées contre ces opérations de délimitation n'a été suivie du dépôt d'une réquisition d'immatriculation, dans les conditions fixées par l'article 6 du dahir précité du 3 janvier 1916 ;

3° Qu'aucune immatriculation n'est antérieurement intervenue intéressant une parcelle comprise dans le périmètre de délimitation de la forêt de Tiout et du canton de Ben-Sifer ;

Vu le dossier de l'affaire et, notamment, le procès-verbal, en date du 21 décembre 1933, établi par la commission spéciale prévue à l'article 2 du même dahir, déterminant les limites de l'immeuble en cause ;

Sur la proposition du directeur des eaux et forêts,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Sont homologuées, conformément aux dispositions de l'article 8 du dahir susvisé du 3 janvier 1916 (26 safar 1334), telles qu'elles résultent du procès-verbal établi par la commission spéciale de délimitation prévue à l'article 2 dudit dahir, les opérations de délimitation de la forêt de Tiout et du canton de Ben-Sifer, situés sur le territoire du bureau d'affaires indigènes du cercle de Taroudant (Agadir).

ART. 2. — Sont, en conséquence, définitivement classés au domaine forestier de l'Etat, les immeubles dits :

« Forêt de Tiout », d'une superficie de 10.700 hectares ;

« Canton de Ben-Sifer, d'une superficie de 1.160 hectares,

dont les limites sont figurées par un liséré vert sur les plans annexés tant au procès-verbal de délimitation qu'à l'original du présent arrêté.

ART. 3. — Sont reconnus aux indigènes des tribus riveraines énoncées à l'arrêté viziriel susvisé du 11 mai 1931 (22 hija 1349), les droits d'usage au parcours des troupeaux, au ramassage des fruits d'arganier et du bois mort pour les besoins de la consommation domestique et le droit de labour sans défrichement, le tout sous réserve

que ces droits ne pourront être exercés que conformément aux règlements sur la conservation et l'exploitation des forêts actuellement en vigueur ou qui seront édictés ultérieurement.

Fait à Rabat, le 22 rebia I 1354,

(24 juin 1935).

MOHAMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 8 juillet 1935.

Le Ministre plénipotentiaire,

Délégué à la Résidence générale,

J. HELLEU.

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 24 JUIN 1935

(22 rebia I 1354)

autorisant et déclarant d'utilité publique un échange immobilier entre la municipalité de Meknès et l'administration des Habous.

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 8 avril 1917 (15 jourmada II 1335) sur l'organisation municipale, et les dahirs qui l'ont modifié ou complété ;

Vu le dahir du 19 octobre 1921 (17 safar 1340) sur le domaine municipal, et les dahirs qui l'ont modifié ou complété ;

Vu l'arrêté viziriel du 31 décembre 1921 (1^{er} jourmada I 1340) déterminant le mode de gestion du domaine municipal, modifié par l'arrêté viziriel du 2 février 1931 (13 ramadan 1349) ;

Vu le dahir du 5 février 1935 (1^{er} kaada 1353) autorisant un échange immobilier entre l'administration des Habous et la ville de Meknès ;

Vu l'avis émis par la commission municipale de Meknès, dans sa séance du 27 février 1935 ;

Sur la proposition du secrétaire général du Protectorat, après avis des directeurs généraux des finances et des travaux publics,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Est déclassée du domaine public de la ville de Meknès une parcelle de terrain d'une superficie de six cent soixante-cinq mètres carrés (665 mq.), sise dans le secteur de la boucle du Tanger-Fès, figurée par une teinte bleue sur le plan annexé à l'original du présent arrêté.

ART. 2. — Est autorisé et déclaré d'utilité publique l'échange de cette parcelle contre une parcelle de terrain appartenant à l'administration des Habous, d'une superficie de mille cent huit mètres carrés (1.108 mq.), sise également dans le secteur de la boucle du Tanger-Fès, figurée par une teinte rose sur le même plan.

ART. 3. — La parcelle ainsi acquise par la ville sera classée au domaine public municipal.

ART. 4. — Les autorités locales de la ville de Meknès sont chargées de l'exécution du présent arrêté.

*Fait à Rabat, le 22 rebia I 1354,
(24 juin 1935).*

MOHAMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 10 juillet 1935.

*Le Ministre plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence générale,
J. HELLEU.*

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 24 JUIII 1935

(22 rebia I 1354)

autorisant et déclarant d'utilité publique l'acquisition à titre gratuit par la municipalité de Mazagan de trois parcelles de terrain domanial.

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 8 avril 1917 (15 jourmada II 1335) sur l'organisation municipale, et les dahirs qui l'ont modifié ou complété ;

Vu le dahir du 19 octobre 1921 (17 safar 1340) sur le domaine municipal, et les dahirs qui l'ont modifié ou complété ;

Vu l'arrêté viziriel du 31 décembre 1921 (1^{er} jourmada I 1340) déterminant le mode de gestion du domaine municipal, modifié par l'arrêté viziriel du 2 février 1931 (13 ramadan 1349) ;

Vu le dahir du 19 octobre 1934 (9 rejeb 1353) autorisant la cession gratuite à la municipalité de Mazagan de trois parcelles de terrain domanial ;

Vu l'avis émis par la commission municipale de Mazagan, dans sa séance du 21 janvier 1935 ;

Sur la proposition du secrétaire général du Protectorat, après avis du directeur général des finances,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Est autorisée et déclarée d'utilité publique, en vue de la création d'une station balnéaire à Mazagan, l'acquisition à titre gratuit par la municipalité de cette ville, de trois parcelles de terrain domanial sises à Mazagan, quartier de la Plage, et désignées ci-après : la première, dite « Terrains de la plage », inscrite sous le n° 269 M. au sommier de consistance des biens domaniaux de Mazagan, d'une superficie globale approximative de quarante-huit mille neuf cent trente-deux mètres carrés (48.932 mq.); la deuxième, dite « La Riviera n° 2 », titre foncier n° 374 C.D., inscrite sous le n° 272 M. au même

sommier, d'une superficie de dix-sept mille trois cent soixante-quatre mètres carrés (17.364 mq.); la troisième dite « Tamaris », titre foncier n° 5118 D., inscrite sous le n° 273 M. au même sommier, d'une superficie de quinze mille cinq cent cinquante-deux mètres carrés (15.552 mq.). Ces parcelles sont figurées respectivement par des teintes jaune, bleue et rose sur le plan annexé à l'original du présent arrêté.

ART. 2. — Les autorités locales de la ville de Mazagan sont chargées de l'exécution du présent arrêté.

*Fait à Rabat, le 22 rebia I 1354,
(24 juin 1935).*

MOHAMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 10 juillet 1935.

*Le Ministre plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence générale,
J. HELLEU.*

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 24 JUIII 1935

(22 rebia I 1354)

autorisant et déclarant d'utilité publique l'acquisition par la municipalité de Meknès d'une parcelle de terrain.

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 8 avril 1917 (15 jourmada II 1335) sur l'organisation municipale, et les dahirs qui l'ont modifié ou complété ;

Vu le dahir du 19 octobre 1921 (17 safar 1340) sur le domaine municipal, et les dahirs qui l'ont modifié ou complété ;

Vu l'arrêté viziriel du 31 décembre 1921 (1^{er} jourmada I 1340) déterminant le mode de gestion du domaine municipal, modifié par l'arrêté viziriel du 2 février 1931 (13 ramadan 1349) ;

Vu l'arrêté du pacha de la ville de Meknès, du 4 avril 1935, déclarant d'utilité publique l'élargissement des rues de Versailles et Lafayette à leur intersection, et frappant d'alignement l'immeuble situé dans la zone d'aménagement ;

Vu l'avis émis par la commission municipale de Meknès, dans ses séances des 29 janvier et 27 février 1935 ;

Sur la proposition du secrétaire général du Protectorat, après avis des directeurs généraux des finances et des travaux publics,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Est autorisée et déclarée d'utilité publique, en vue de l'élargissement des rues de Versailles et Lafayette, à leur intersection, l'acquisition par la municipalité de Meknès, d'une parcelle de terrain non bâtie,

appartenant à M. Fontaine, d'une superficie de huit mètres carrés dix-neuf décimètres carrés (8 mq. 19), figurée par une teinte rose sur le plan annexé à l'original du présent arrêté, au prix global de deux mille francs (2.000 fr.).

ART. 2. — Cette parcelle de terrain est classée au domaine public de la ville de Meknès.

ART. 3. — Les autorités locales de la ville de Meknès sont chargées de l'exécution du présent arrêté.

*Fait à Rabat, le 22 rebia I 1354,
(24 juin 1935).*

MOHAMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 10 juillet 1935.

*Le Ministre plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence générale,
J. HELLEU.*

**ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 24 JUIN 1935
(22 rebia I 1354)**

autorisant et déclarant d'utilité publique l'acquisition par la municipalité de Meknès d'une parcelle de terrain.

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 8 avril 1917 (15 jourmada II 1335) sur l'organisation municipale, et les dahirs qui l'ont modifié ou complété ;

Vu le dahir du 19 octobre 1921 (17 safar 1340) sur le domaine municipal, et les dahirs qui l'ont modifié ou complété ;

Vu l'arrêté viziriel du 31 décembre 1921 (1^{er} jourmada I 1340) déterminant le mode de gestion du domaine municipal, modifié par l'arrêté viziriel du 2 février 1931 (13 ramadan 1349) ;

Vu l'arrêté du pacha de la ville de Meknès, du 4 avril 1935, déclarant d'utilité publique l'élargissement des rues de Versailles et de la Poste à leur intersection, et frappant d'alignement l'immeuble situé dans la zone d'aménagement ;

Vu l'avis émis par la commission municipale de Meknès, dans ses séances des 29 janvier et 27 février 1935 ;

Sur la proposition du secrétaire général du Protectorat, après avis des directeurs généraux des finances et des travaux publics,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Est autorisée et déclarée d'utilité publique, en vue de l'élargissement des rues de la Poste et de Versailles, à leur intersection, l'acquisition par la

municipalité de Meknès d'une parcelle de terrain non bâtie appartenant à M. Panel Marius, d'une superficie de sept mètres carrés quatre-vingt-sept décimètres carrés (7 mq. 87), figurée par une teinte rose sur le plan annexé à l'original du présent arrêté, au prix global de mille cent quatre-vingts francs cinquante centimes (1.180 fr. 50).

ART. 2. — Cette parcelle de terrain est classée au domaine public de la ville de Meknès.

ART. 3. — Les autorités locales de la ville de Meknès sont chargées de l'exécution du présent arrêté.

*Fait à Rabat, le 22 rebia I 1354,
(24 juin 1935).*

MOHAMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 10 juillet 1935.

*Le Ministre plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence générale,
J. HELLEU.*

**ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 25 JUIN 1935
(23 rebia I 1354)**

déclarant d'utilité publique et urgente la création d'un poste forestier au lieu dit « Anguied » (région de Taza, bureau des affaires indigènes de Mesguitem) et frappant d'expropriation les parcelles de terrain nécessaires à cette création.

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 31 août 1914 (9 chaoual 1332) sur l'expropriation pour cause d'utilité publique, et l'occupation temporaire, et les dahirs qui l'ont modifié ou complété ;

Vu le dahir du 8 novembre 1914 (19 hija 1332) relatif à la procédure d'urgence en matière de travaux publics ;

Vu le dossier de l'enquête de *commodo et incommodo*, ouverte, du 23 au 30 mars 1935, à Mesguitem ;

Vu l'urgence ;

Sur la proposition du directeur des eaux et forêts,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Est déclarée d'utilité publique la création d'un poste forestier au lieu dit « Anguied » (région de Taza, bureau des affaires indigènes de Mesguitem).

ART. 2. — Sont, en conséquence, frappées d'expropriation les parcelles de terrain désignées ci-après, et délimitées par un liséré rose sur le plan annexé à l'original du présent arrêté.

N° des parcelles	NOMS DES PROPRIÉTAIRES	NOMS DES MANDATAIRES	SUPERFICIE DES PARCELLES expropriées
1	Si Ouezzan, Si Amar, Si Mohand Kebir, Si Hamouad, Si Belkacem, Si Mohand Srhir, Si Ahmed, fils de Si Mohand Kodat ; Achoute, Baricha, Fatma, Yamina, Mahjoubia, Meriem, Toutouh, Zahra, filles de Si Mohand Kodat ; Si Messaoud ben Si Mohand Kodat ; Rokia bent Amar.	Si Messaoud ben Si Mohand Kodat.	97 a. 40 ca.
2	Si Mohamed ben Si Amar ; Si Allal ben Ahmed ben Si Amar et ses frères et sœurs : Si Mohamed, Hadoum, Rokia, Fatna ; Si Saïd ben Si Mohamed ben Bachir et ses frères et sœurs : Si M'Ahmed, Halima, Yamna, Fatna ; Si Allal, Si Mohamed, Si Kaddour, Si Hadouche, Si Mohamadi, Si el Bachir, fils de Si Mohamed Hadjit ; Aïcha, Fatna, Hadhoum, Ouna, Yamina, Yamna, filles de Si Mohamed Hadjit ; Fkir Allal ben Kaddour et sa sœur Zahra bent Kaddour.	Si Allal ben Ahmed ben Si Amar.	29 a. 15 ca.
3	Si M'Ahmed ben Yamna Taberkant ; Si Allal ben Si Saïd ; Si Ahmed ben Bekal ; Si Saïd ben Si Mohamed ; Si Abdallah ben Skiou ; Si Saïd, Si Allal, fils de Si Mohand ben Si bel Haj ; Si Mohand ben Si bel Haj ; Si Mohamed ben Si Tayeb ; Fettouche bent Si Mohamed Bekal et ses trois filles Yamna, Fattouche et Mimouna bent Si Mohamed Aïssat.	Si Mohand ben Si bel Haj.	36 a. 95 ca.
			1 ha. 63 a. 50 ca.

ART. 3. — L'urgence est prononcée.

ART. 4. — Le directeur des eaux et forêts est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Rabat, le 23 rebia I 1354,
(25 juin 1935).

MOHAMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 8 juillet 1935.

Le Ministre plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence générale,
J. HELLEU.

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 28 JUIN 1935
(26 rebia I 1354)

portant résiliation de la vente de lots du centre d'Aïn-Taoujat (Meknès).

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 22 avril 1930 (23 kaada 1348) autorisant la vente des lots urbains, maraîchers et industriels constituant le centre d'Aïn-Taoujat (Meknès), et les cahiers des charges y annexés ;

Vu le procès-verbal, en date du 21 décembre 1932, constatant la vente à M. Pascon Gustave du lot urbain n° 35 du centre d'Aïn-Taoujat, au prix de mille cinq cent trente francs (1.530 fr.), payable en dix annuités successives et égales ;

Vu le procès-verbal, en date du 21 décembre 1932, constatant la vente à M. Pascon Gustave du lot maraîcher n° 17 du centre d'Aïn-Taoujat, au prix de quatre cent soixante-dix francs (470 fr.) payable en dix annuités successives et égales ;

Vu le dahir du 18 mai 1932 (12 moharrem 1351) relatif à l'aliénation des lots de colonisation à la suite d'un arrêté de déchéance, et au rachat de ces lots par l'État, et les dahirs qui l'ont modifié ou complété ;

Considérant que l'attributaire ne s'est pas conformé aux dispositions des cahiers des charges précités ;

Vu l'avis émis par le sous-comité de colonisation, en date du 14 décembre 1934 ;

Sur la proposition du directeur général des finances,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Est résiliée la vente à M. Pascon Gustave des lots urbain n° 35 et maraîcher n° 17 du centre d'Aïn-Taoujat (Meknès).

ART. 2. — Ces lots seront vendus par voie d'adjudication aux enchères publiques suivant la procédure prévue par le dahir susvisé du 18 mai 1932 (12 moharrem 1351).

ART. 3. — Le chef du service de l'enregistrement et du timbre, des domaines et de la conservation de la propriété foncière est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Rabat, le 26 rebia I 1354,
(28 juin 1935).

MOHAMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 8 juillet 1935.

Le Ministre plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence générale,
J. HELLEU.

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 28 JUIN 1935

(26 rebia I 1354)

autorisant l'acceptation de la donation d'une parcelle de terrain (Meknès).

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 9 juin 1917 (10 chaabane 1335) portant règlement sur la comptabilité publique, et les dahirs qui l'ont modifié ou complété ;

Vu l'acte, en date du 5 juin 1934, dressé par la djemâa judiciaire d'Azrou, constatant la donation par le nommé Taje ben el Hoceine d'une parcelle de terrain sur laquelle est édifié l'immeuble domanial dit « Borj Doumergue », sis aux environs d'Azrou ;

Sur la proposition du directeur général des finances,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Est autorisée l'acceptation de la donation d'une parcelle de terrain d'une superficie approximative de cinquante ares (50 a.), sur laquelle est édifié l'immeuble domanial dit « Borj Doumergue », sis en bordure de la route n° 21 de Meknès à la Haute-Moulouya, au P.K. 80,600, consentie par le nommé Taje ben el Hoceine du douar Aït-Amalich, fraction des Aït-Amar, tribu des Aït-Arfa du Tigrira.

ART. 2. — Le chef du service de l'enregistrement et du timbre, des domaines et de la conservation de la propriété foncière est chargé de l'exécution du présent arrêté.

*Fait à Rabat, le 26 rebia I 1354,
(28 juin 1935).*

MOHAMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 8 juillet 1935.

*Le Ministre plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence générale,
J. HELLEU.*

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 28 JUIN 1935

(26 rebia I 1354)

autorisant l'acquisition d'une parcelle de terrain (Marrakech).

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 9 juin 1917 (18 chaabane 1335) portant règlement spécial sur la comptabilité publique, et les dahirs qui l'ont modifié ou complété ;

Sur la proposition du conseiller du Gouvernement chérifien, après avis du directeur général des finances,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Est autorisée, en vue de l'édification de la mahakma du cadî de Demnat, l'acquisition d'une parcelle de terrain habous n° 531, dite « Fondouk el Haj Driss », d'une superficie approximative de cinq cents mètres carrés (500 mq.), sise à Demnat, au prix global de mille francs (1.000 fr.).

ART. 2. — Le chef du service de l'enregistrement et du timbre, des domaines et de la conservation de la propriété foncière est chargé de l'exécution du présent arrêté.

*Fait à Rabat, le 26 rebia I 1354,
(28 juin 1935).*

MOHAMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 8 juillet 1935.

*Le Ministre plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence générale,
J. HELLEU.*

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 2 JUILLET 1935

(30 rebia I 1354)

autorisant la vente par la municipalité d'Oujda d'une parcelle de terrain.

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 8 avril 1917 (15 jourmada II 1335) sur l'organisation municipale, et les dahirs qui l'ont modifié ou complété ;

Vu le dahir du 19 octobre 1921 (17 safar 1340) sur le domaine municipal, et les dahirs qui l'ont modifié ou complété ;

Vu l'arrêté viziriel du 31 décembre 1921 (1^{er} jourmada I 1340) déterminant le mode de gestion du domaine municipal, modifié par l'arrêté viziriel du 2 février 1931 (13 ramadan 1349) ;

Vu l'arrêté viziriel du 3 décembre 1932 (4 chaabane 1351) autorisant un échange immobilier entre l'État et la municipalité d'Oujda ;

Vu l'avis émis par la commission municipale d'Oujda, dans sa séance du 6 novembre 1934 ;

Sur la proposition du secrétaire général du Protectorat, après avis du directeur général des finances,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Est autorisée la vente de gré à gré à la Compagnie algérienne, propriétaire riveraine, d'une parcelle de terrain faisant partie du domaine privé de la ville d'Oujda, d'une superficie de vingt-deux mètres carrés soixante-dix décimètres carrés (22 mq. 70), sise en bordure de l'avenue de France, figurée par une teinte rose sur le plan annexé à l'original du présent arrêté, au prix global de mille deux cent dix-sept francs quatre-vingt-cinq centimes (1.217 fr. 85).

ART. 2. — Les autorités locales de la ville d'Oujda sont chargées de l'exécution du présent arrêté.

*Fait à Rabat, le 30 rebia I 1354,
(2 juillet 1935).*

MOHAMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 10 juillet 1935.

*Le Ministre plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence générale,
J. HELLEU.*

ARRÊTÉ RÉSIDENTIEL

portant modification à l'arrêté du 8 janvier 1932 fixant les indemnités pour frais de voyage et de séjour allouées aux officiers des commandements territoriaux, officiers des affaires indigènes, officiers interprètes et interprètes militaires stagiaires déplacés pour leur service spécial.

**LE MINISTRE PLÉNIPOTENTIAIRE, DÉLÉGUÉ A LA
RÉSIDENTENCE GÉNÉRALE,**

Vu l'arrêté résidentiel du 8 janvier 1932 fixant les indemnités pour frais de voyage et de séjour allouées aux officiers des commandements territoriaux, officiers des affaires indigènes, officiers interprètes et interprètes militaires stagiaires déplacés pour leur service spécial ;

Sur la proposition du directeur des affaires indigènes et après avis conforme du secrétaire général du Protectorat et du directeur général des finances,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 3 de l'arrêté susvisé est modifié ainsi qu'il suit :

« Les déplacements donnant droit au remboursement des frais de voyage et aux indemnités pour frais de déplacement sont les suivants :

« Convocation à la Résidence générale pour le service spécial des affaires indigènes ;

« Convocation au chef-lieu d'une région ou au chef-lieu d'un territoire pour le service spécial des affaires indigènes ;

« Déplacement ordonné pour le service spécial aux officiers et interprètes militaires en dehors des limites du bureau dépendant directement de la région ou du territoire, du cercle, ou de l'annexe où ils sont affectés ;

« Déplacement ordonné pour le service spécial aux officiers et interprètes militaires affectés à un bureau de région, de territoire et aux bureaux de l'administration centrale du service, en dehors de leur résidence ;

« Mutation temporaire de remplacement prononcée par le directeur des affaires indigènes en dehors des limites du bureau d'affaires indigènes dépendant directement de la région ou du territoire, de l'annexe ou du cercle où est affecté l'officier ou l'interprète militaire.

« Mutation temporaire de remplacement prononcée par le directeur des affaires indigènes en dehors du lieu de résidence lorsque l'officier ou l'interprète militaire muté temporairement est affecté à un bureau de territoire, de région ou aux bureaux de l'administration centrale du service.

« Toutefois, les mutations temporaires prononcées dans les conditions des deux derniers paragraphes ci-dessus, ne pourront donner droit à indemnité au delà des dix premiers jours pleins de déplacement.

« Les changements de résidence par suite de mutations définitives, prononcées par décision résidentielle, les déplacements effectués pour prendre part aux opérations militaires ou de police, n'ouvrent aucun droit au remboursement et indemnités ci-dessus. »

ART. 2. — Le présent arrêté aura effet du 1^{er} juillet 1935.

Rabat, le 13 juillet 1935.

J. HELLEU.

ARRÊTÉ RÉSIDENTIEL

portant création d'un emploi de contrôleur civil stagiaire.

**LE MINISTRE PLÉNIPOTENTIAIRE, DÉLÉGUÉ A LA
RÉSIDENTENCE GÉNÉRALE,**

Vu le décret du 31 juillet 1913 portant création d'un corps du contrôle civil au Maroc ;

Vu l'arrêté résidentiel, en date du 31 mars 1930, réglementant le statut du corps du contrôle civil au Maroc, et les arrêtés résidentiels qui l'ont modifié ;

Vu l'arrêté résidentiel du 15 janvier 1922 relatif au contrôle général de la Résidence sur les nominations, promotions, créations d'emplois, allocations d'indemnités de secours et gratifications ;

Vu le budget de l'exercice 1935, chapitre 25, article 4,

ARRÊTE :

ARTICLE UNIQUE. — Il est créé dans le corps du contrôle civil au Maroc (services extérieurs) un emploi de contrôleur civil stagiaire, à compter du 1^{er} juillet 1935.

Rabat, le 11 juillet 1935.

J. HELLEU.

**ARRÊTÉ DU MINISTRE PLÉNIPOTENTIAIRE,
DÉLÉGUÉ A LA RÉSIDENTENCE GÉNÉRALE,
portant réorganisation territoriale et administrative
de la région de Marrakech.**

**LE MINISTRE PLÉNIPOTENTIAIRE, DÉLÉGUÉ A LA
RÉSIDENTENCE GÉNÉRALE,**

Vu l'article 5 du décret du 3 octobre 1926 relatif à l'organisation territoriale et administrative du Maroc ;

Vu l'arrêté n° 87 A.P., du 8 avril 1934, portant réorganisation territoriale et administrative de la région de Marrakech, modifié par les arrêtés n°s 180 A.P., du 8 août 1934, et 23 A.P., du 22 février 1935 ;

Sur la proposition du directeur des affaires indigènes et après avis conforme du directeur général des finances,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — La région de Marrakech est réorganisée territorialement et administrativement ainsi qu'il suit, à la date du 1^{er} juillet 1935, et comprend :

a) Le bureau régional des affaires indigènes de Marrakech, centralisant les affaires politiques et administratives de la région ;

b) Les services municipaux de la ville de Marrakech, administrant la ville de Marrakech et son périmètre, défini par l'arrêté viziriel du 16 mai 1931 ;

c) Le territoire d'Agadir, dont le siège est à Agadir ;

d) Le territoire du Ouarzazate, dont le siège est à Ouarzazate ;

e) La circonscription de contrôle civil des Rehamna, dont le siège est à Marrakech ;

f) La circonscription de contrôle civil des Srahna-Zemrane, dont le siège est à El-Kelâa-des-Srahna ;

g) La circonscription de contrôle civil de Chichaoua, dont le siège est à Chichaoua ;

h) La circonscription de contrôle civil de Marrakech-banlieue, dont le siège est à Marrakech ;

i) L'annexe d'Amizmiz, dont le siège est à Amizmiz ;

j) L'annexe des Aït-Ouirir, dont le siège est au Tleta-des-Aït-Ouirir ;

k) L'annexe d'Imi-n-Tanout, dont le siège est à Imi-n-Tanout.

ART. 2. — Le territoire d'Agadir comprend :

1° Le bureau de territoire des affaires indigènes à Agadir, centralisant les affaires politiques et administratives du territoire ;

2° Les services municipaux de la ville d'Agadir, administrant la ville d'Agadir et son périmètre, défini par l'arrêté viziriel du 22 janvier 1930 ;

3° Le bureau des affaires indigènes dit d'Agadir-banlieue, dont le siège est à Inezgane, contrôlant le pachalik d'Agadir, les tribus Ksima, Mesguina, Haouara et Chtouka de la plaine, à l'exception des Aït-Ilougan ;

4° Le bureau des affaires indigènes, dit des Ida-ou-Tanan, dont le siège est au Souk-el-Khemis-d'Imouzzèr-des-Ida-ou-Tanan, contrôlant les tribus Ahl-Tinkert, Ifessassen, Aït-Ouanoukrim, Aït-Ouerga, Iberouten, Aït-Ouaz-zou ;

5° Le cercle de Taroudant, dont le siège est à Taroudant, comprenant :

a) Le bureau de cercle des affaires indigènes de Taroudant, centralisant les affaires politiques et administratives du cercle et contrôlant la ville de Taroudant, le pachalik de Taroudant, les tribus Mentaga, Erguita, Tament, Aït-ou-Assif, Aït-Iggès, Tigouga, Ida-ou-Kaïs, Ida-ou-Msattog, Agousen, Medlaoua, Oulad-Yahia, Menabha, Rehala, Talek-jount, Fouzara, Godacha, Aït-Youssef, Talemt, Ifert, Aït-Tament, Arren, Tiout, Tikiouin, Ida-ou-Finis, Guettioua, Inda-ou-Zal ;

b) Le bureau des affaires indigènes d'Irherm, contrôlant les tribus Indouzal, Ida-ou-Zeddout, Ida-ou-Nadif, Ida-ou-Kensous, Asa, Tagmout, Ida-ou-Zekri, Issafen, Iberkaken, Toufelast, Aït-Ali, Idouska-ou-Fella, Aït-Abdallah et Aït-Tifaout.

Au bureau d'Irherm est rattaché le poste des affaires indigènes des Aït-Abdallah ;

c) Le bureau des affaires indigènes de Tafraout, dont le siège est à l'Arba-de-Tafraout, contrôlant les tribus Amanouz, Anzern, Igounan, Dou-Oudrar, Aït-Abdallah-ou-Saïd, Aït-Ouafqua, Taguenza, Illirh, Ikhchen, Ammeln et les groupements qui en dépendent.

Au bureau de Tafraout est rattaché le poste des affaires indigènes du Haut-Tamanart ;

6° Le cercle de Tiznit, dont le siège est à Tiznit, comprenant :

a) Le bureau de cercle des affaires indigènes de Tiznit, centralisant les affaires politiques et administratives du cercle et contrôlant les tribus Ahl-Tiznit, Massa, Ahl-Mader, Ahl-Aglou, Aït-Briim de la plaine, Oulad-Djerrar, Ida-ou-Baquil de la plaine, Ersmouka de la plaine, Ahl-Sahel, Irhir-Melloulen et Aït-Ilougan.

Au bureau de Tiznit est rattaché le poste d'affaires indigènes des Ahl-Sahel ;

b) Le bureau des affaires indigènes dit des Aït-Baha, dont le siège est à Souk-el-Arba-des-Aït-Baha, contrôlant les tribus Chtouka de la montagne (Issendalen, Aït-Mzal, Aït-Baha, Mechguigla, Aït-Ouadrîm, Aït-Moussa-ou-Boukko), Illalen (Idouska-N'Sila, Aït-Ouassou, Afra, Tasedmit, Mesdagoun, Ida-ou-Ktir, Ida-ou-Guenidif) et Aït-Souab.

Au bureau des Aït-Baha est rattaché le poste d'affaires indigènes des Aït-Souab ;

c) Le bureau des affaires indigènes de Bou-Izakaren, contrôlant les tribus Akhsass, Aït-Briim de la montagne, Aït-Erkha, Mejjat (Tarjicht, Tafraout, Aït-Keroum, Aït-Benirani, Aït-Hamman, Aït-Ali, Aït-Moussa) et Ifrane.

Au bureau de Bou-Izakaren sont rattachés les postes d'affaires indigènes d'Anja et d'Ifrane ;

d) Le bureau des affaires indigènes des Ida-Oultit, dont le siège est au Souk-el-Had-d'Anzi, contrôlant les tribus Tazeroualt, Ida-ou-Semlal, Aït-Ahmed, Ida-ou-Baquil de la montagne et Ersmouka de la montagne.

ART. 3. — Le territoire de Ouarzazate comprend :

1° Le bureau du territoire des affaires indigènes à Ouarzazate centralisant les affaires politiques et administratives du territoire ;

2° Le cercle du Dadès-Todrha, dont le siège est à Boumalne du Dadès, comprenant :

a) Le bureau du cercle des affaires indigènes du Dadès-Todrha, centralisant les affaires politiques et administratives du cercle et chargé du contrôle administratif dans les tribus Ahl-Dadès (Ichrahil, Aït-Ounir, Aït-Temouted) et Aït-Seddrat de la montagne.

Le bureau de Boumalne du Dadès est, en outre, chargé du contrôle politique à mener et de l'installation progressive du contrôle administratif dans les fractions Aït-Atta, dont la zone d'habitat et de nomadisation est comprise entre le versant sud de l'Atlas (le bassin de la haute vallée du Dadès jusqu'au confluent de l'oued Oussikis exclus), le plateau d'Anbed et le djebel Sarho (partie limitée à l'est par le méridien 460, à l'ouest par la piste de Tizi-N'Ouaour à Tizi-N'Timirecht et Tizi-N'Irioui excluse, et, au sud, par la ligne incluse cote 2152, Tizi-N'Ouaour, Assif-Tagoudacht, Irhf-l'Roumi, Azib) ;

b) Le bureau des affaires indigènes de Msemrir, dont le siège est à Msemrir, chargé du contrôle politique et de l'installation progressive du contrôle administratif dans les tribus de l'Oussikis, du Msemrir et de l'Imdrass.

Au bureau de Msemrir est rattaché le poste de Tilmi ;

c) Le bureau des affaires indigènes de Tinerhir, chargé du contrôle politique et de l'installation progressive du contrôle administratif dans les tribus établies dans les vallées de l'Imiter, du Todrha, de l'Amtrous, de l'oued Ichem, du Haut-Regg et de leurs affluents, ainsi que dans les fractions Aït-Atta établies ou nomadisant dans le djebel Sarho à l'intérieur de la zone limitée :

A l'est, par le territoire autonome du Tafilalet ;

A l'ouest, par le méridien 460 ;

Au sud, par la ligne incluse passant par Irhf-l'Roumi, l'azib cote 1632, djebel Isker (cote 2100), djebel Barhdad (cote 2350), ligne de crêtes allant du djebel Barhdad à Foum-el-Bour et de ce point à Tiguerna (exclus) en passant au sud de Tourhat-nord (cote 1405).

Au bureau de Tinerhir sont rattachés les postes des Aït-Ani et d'Iknioun ;

d) Le bureau des affaires indigènes d'El-Kelâa-des-Mgouna, chargé du contrôle politique et de l'installation progressive du contrôle administratif dans les tribus Mgouna, Aït-Seddrat-du-Dadès et Aït-Dadès (Iourteguin, Aït-Hammou, Aït-Abdallah, Aït-Youssef et Aït-Ameur).

Ce bureau est, en outre, chargé du contrôle politique et administratif du versant nord-ouest du djebel Sarho, de Tizi-N'Timircht inclus à l'Arhenchouch inclus ;

3° Le cercle de Zagora, dont le siège est à Zagora, comprenant :

a) Le bureau de cercle des affaires indigènes de Zagora, centralisant les affaires politiques et administratives du cercle et chargé du contrôle politique et administratif des tribus établies dans les districts du Tinzouline, du Ternata, du Fezouata, dans la vallée de l'oued El Miit et de ses affluents, dans la vallée de l'oued El Feija et de ses affluents ;

b) Le bureau des affaires indigènes de Tazenakht, contrôlant les tribus Zenaga, Aït-Douchchen-de-Tamarouft, Aït-Ameur-des-Aït-Ouaouzguit, Aït-el-Hamidi, Aït-Flit, Alougoum et les fractions des Oulad-Yahia de l'oued Kabia et de ses affluents (Oulad-Hallal, Krazba, Oulad-Aïssa) ;

c) Le bureau des affaires indigènes de Tazzarine, chargé du contrôle politique et de l'installation progressive du contrôle administratif dans les tribus établies dans les vallées du Nekob, du Tazzarine, du Tarhbalt (ksours d'Oum-Jerane exclus) et de leurs affluents, ainsi que chez les nomades et sédentaires établis dans la zone limitée :

Au nord, dans le djebel Sarho par la ligne excluse marquée par les points suivants : cote 2210 de Tadaout-N'Aït-Ouzzine, crête du Sarho, cote 2152 (près de Tizi-N'Oufrach), Tizi-N'Ouaour, Assif-Tagoudacht, Irhf-l'Roumi, Azib, cote 1632, djebel Isker (cote 2100), djebel Barhdad (cote 2350), ligne de crêtes allant du djebel Barhdad à Foum-el-Baour et de ce point à Tiguernna (exclus) en passant au sud de Tougat-nord (cote 1405) ;

A l'est, par le territoire autonome du Tafilalet ;

A l'ouest, par la ligne de partage des eaux entre le bassin du Haut-Nekob, d'une part, et les oueds Ousraï et Tanguerfa, de l'autre ligne marquée par les points suivants : cote 2210, Tizi-N'Gri-N'Ikalen, Tizi-N'Oumgoun, Taferdount, cote 1716, tour de garde d'Aguerd-N'Ousraï, cote 1643 du djebel Toudma ;

Au sud, le kreb du Bani (rive gauche du Drâa) jusqu'à sa rencontre avec le parallèle 350 qu'il suit jusqu'à son intersection avec le méridien 520 ;

A l'est, le méridien 520 à partir de son intersection avec le parallèle 350, jusqu'à l'oued Tarhbalt, le djebel Toubkal, les pentes ouest du djebel Mrhorsfi, Tikkert-N'Ouchchène, Achich-N'Aït-Yahia (exclus), Tiguernna (exclus).

Au bureau de Tazzarine est rattaché le poste de Tarhbalt ;

d) Le bureau des affaires indigènes d'Agdz, chargé du contrôle politique et administratif dans les tribus Aït-Ouaouzguit du Tamsift et du Tiferline (Aït-Tasla, Aït-Semgan, Aït-Saoun), Mezguita, Aït-Seddrat du Drâa et dans les tribus habitant le district des Aït-Zeri, les vallées de l'oued Tamsift, de la chaâba Tasminekht, de l'oued Idili, de l'assif Tanguerfa et de l'assif N'Ousrei.

Le bureau d'Agdz est, en outre, chargé du contrôle politique et administratif de la zone sud-ouest du djebel Sarho à partir de la cote 2210 (Tadaout-N'Aït-Ouzzine) ;

4° L'annexe des affaires indigènes du Ouarzazate, dont le siège est à Ouarzazate, comprenant :

a) Le bureau de l'annexe des affaires indigènes de Ouarzazate, centralisant les affaires politiques et administratives de l'annexe et chargé du contrôle politique et de l'installation progressive du contrôle administratif dans les tribus Aït-Bou-Dellal, Ouarzazate, Aït-Ouaouzguit de l'est (Aït-Tammast, Aït-Zineb, Aït-Touaïa, Aït-Khzama, Aït-Tamassine, Aït-Ouarharda, Aït-Douchchène-d'Irhels, Tamaïoust et Taguenzalt), les fractions Glaoua, situées sur le versant sud de l'Atlas, les Aït-Ouaouzguit du nord (Aït-Imini, Aït-Tizgui-N'Ouzalim, Aït-Tamestint, Aït-Tidili, Aït-Abdallah, Aït-Marhlif) ;

b) Le bureau des affaires indigènes de Skoura, chargé du contrôle politique et de l'installation progressive du contrôle administratif dans les tribus de Skoura et Imer-rhan.

Le bureau de Skoura est, en outre, chargé du contrôle politique et administratif du versant nord-ouest du djebel Sarho, à partir de l'Arhenchouch (exclus), en liaison avec les bureaux d'El-Kelâa-des-Mgouna, Agdz et Ouarzazate ;

c) Le bureau des affaires indigènes de Taliouine, chargé du contrôle politique et de l'installation progressive du contrôle administratif dans les tribus des Sektana, Ouneïn, Ihouzioua, Aït-Ouaouzguit de l'ouest (Tifnout, Aït-Azilal, Zagmouzen, Aït-Oubial, Id-ou-Iloun, Aït-Athman), Feija.

ART. 4. — La circonscription de contrôle civil des Rehamna, dont le siège est à Marrakech, et dont dépend le poste de contrôle civil des Skhour des Rehamna.

ART. 5. — La circonscription de contrôle civil des Srarhna-Zemrane, dont le siège est à El-Kelâa-des-Srarhna et dont dépend le poste de contrôle civil de Sidi-Rabal (tribu Zemrane).

ART. 6. — La circonscription de contrôle civil de Chichaoua, dont le siège est à Chichaoua, est chargé de contrôler les tribus Oulad-bou-Seba, Chichaoua, Mejjat, Frouga, Oulad-M'Taa, Oulad-Yala, Tidrarine, Arroussine et la fraction des Nouaceur-Chichaoua.

ART. 7. — La circonscription de contrôle civil de Marrakech-banlieue, dont le siège est à Marrakech, contrôlant les tribus Guich, Ourika, Roraïa, Sektana.

ART. 8. — L'annexe d'Amizmiz comprend :

Le bureau des affaires indigènes d'Amizmiz contrôlant les tribus Guedmioua, Ouzguita, Goundafa, Aït-Semmeg et Ouneïn de l'ouest.

ART. 9. — L'annexe des Aït-Ourir comprend :

a) Le bureau d'annexe des affaires indigènes des Aït-Ourir, dont le siège est au Tleta-des-Aït-Ourir, centralisant les affaires de l'annexe et contrôlant les tribus Mesfioua, Touggana, Rhejdama et les fractions de la tribu Glaoua, situées sur le versant nord de l'Atlas ;

b) Le bureau des affaires indigènes de Demnat, contrôlant la ville de Demnat, les tribus Oultana et Fetouaka.

ART. 10. — L'annexe d'Imi-n-Tanout comprend :

a) Le bureau d'annexe des affaires indigènes d'Imi-n-Tanout, centralisant les affaires de l'annexe et contrôlant les tribus M'Touga, Aït-Khtab, M'Zouda, Entifa, Douirane, Seksaoua et Demsira ;

b) Le bureau des affaires indigènes d'Argana, contrôlant les tribus Ida-ou-Ziki, Ida-ou-Mahmoud, Ida-ou-Zal.

ART. 11. — Sont abrogées toutes dispositions antérieures relatives à l'organisation territoriale et administrative de la région de Marrakech.

ART. 12. — Le directeur des affaires indigènes, le directeur général des finances et le général, commandant la région de Marrakech, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Rabat, le 6 juillet 1935.

J. HELLEU.

ARRÊTÉ DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES TRAVAUX PUBLICS

portant ouverture d'une enquête sur le projet de reconnaissance du chemin d'accès au cimetière musulman de Port-Lyautey.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DES TRAVAUX PUBLICS,
Officier de la Légion d'honneur,

Vu le dahir du 16 avril 1914 relatif aux alignements, plans d'aménagement et d'extension des villes, servitudes et taxes de voirie, et les dahirs qui l'ont modifié ou complété et, notamment, les articles 2 et 5 ;

Vu le projet d'arrêté viziriel portant reconnaissance du chemin d'accès au cimetière musulman de Port-Lyautey, entre le périmètre municipal et le cimetière ;

Vu l'extrait de carte au 1/50.000^e et le plan parcellaire au 1/1.000^e ;

Sur la proposition de l'ingénieur en chef de la circonscription du Nord,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Le projet d'arrêté viziriel portant reconnaissance du chemin d'accès au cimetière musulman de Port-Lyautey, sur une longueur totale de 732 m. 55, entre le périmètre municipal et le cimetière et reporté sur l'extrait de carte au 1/50.000^e et le plan parcellaire au 1/1.000^e annexés à l'original du présent arrêté, est soumis à une enquête d'une durée de un mois.

A cet effet, le dossier sera déposé, à compter du 29 juillet 1935, dans les bureaux du contrôle civil de Port-Lyautey, à Port-Lyautey.

ART. 2. — L'enquête sera annoncée par des avis en français et en arabe, affichés dans les bureaux du contrôle civil de Port-Lyautey, insérés au *Bulletin officiel* et dans les journaux d'annonces légales de la région du Rharb, et publiés dans les douars et marchés du territoire.

ART. 3. — Après clôture de l'enquête, le contrôleur civil, chef de la circonscription de Port-Lyautey, retournera au directeur général des travaux publics le dossier de l'enquête accompagné de son avis et de celui du contrôleur civil, chef de la région du Rharb.

Rabat, le 11 juillet 1935.

NORMANDIN.

ARRÊTÉ DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES TRAVAUX PUBLICS

portant ouverture d'enquête sur le projet de redressement et d'élargissement de la route n° 2 (de Rabat à Tanger), entre les P.M. 0,00 et 4.413,81 (Bab Fès à Salé).

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DES TRAVAUX PUBLICS,
Officier de la Légion d'honneur,

Vu le dahir du 16 avril 1914 relatif aux alignements, plans d'aménagement et d'extension des villes, servitudes et taxes de voirie, et les dahirs qui l'ont modifié ou complété et, notamment, l'article 2 ;

Vu le projet d'arrêté viziriel portant redressement et élargissement de la route n° 2 (de Rabat à Tanger), entre les P.M. 0,00 et 4.413,81 (Bab Fès à Salé) ;

Vu les deux plans au 1/1.000^e annexés au dit projet ;

Sur la proposition de l'ingénieur en chef de la circonscription du nord.

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Le projet d'arrêté viziriel portant redressement et élargissement de la route n° 2 (de Rabat à Tanger) entre les P.M. 0,00 et 4.413,81 (Bab Fès à Salé), est soumis à une enquête de *commodo et incommodo* d'une durée d'un mois.

A cet effet, le dossier sera déposé, à compter du 22 juillet 1935, simultanément dans les bureaux des services municipaux de Rabat, à Rabat, et des services municipaux de Salé, à Salé.

ART. 2. — L'enquête sera annoncée par des avis en français et en arabe, affichés dans les bureaux des services municipaux de Rabat et de Salé, insérés au *Bulletin officiel* et dans les journaux d'annonces légales, et publiés dans les douars et marchés des deux territoires.

ART. 3. — Après clôture de l'enquête, les chefs des services municipaux de Rabat et de Salé, retourneront au directeur général des travaux publics les dossiers d'enquête accompagnés de leur avis et de celui du contrôleur civil, chef de la région de Rabat.

Rabat, le 20 mars 1935.

NORMANDIN.

ARRÊTÉ DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES TRAVAUX PUBLICS

portant ouverture d'enquête sur un projet d'autorisation de prise d'eau sur l'ain Djemâa, au profit de la société « Chaouïa et Maroc » (Meknès).

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DES TRAVAUX PUBLICS,
Officier de la Légion d'honneur,

Vu le dahir du 1^{er} juillet 1914 sur le domaine public, modifié par le dahir du 8 novembre 1919 et complété par le dahir du 1^{er} août 1925 ;

Vu le dahir du 1^{er} août 1925 sur le régime des eaux, modifié par les dahirs des 2 juillet 1932 et 15 mars 1933 ;

Vu l'arrêté viziriel du 1^{er} août 1925 relatif à l'application du dahir sur le régime des eaux, modifié par les arrêtés viziriels des 6 février 1933 et 27 avril 1934 ;

Vu les demandes, en date des 18 avril et 15 juin 1935, de la société « Chaouïa et Maroc », dans le but d'obtenir une autorisation de prise d'eau portant sur les 4/5^e du débit de l'ain Djemâa pour l'irrigation de 30 hectares de sa propriété, dite « Aïn Djemâa I » ;

Vu le projet d'arrêté d'autorisation,

ARRÊTÉ :

ARTICLE PREMIER. — Une enquête publique est ouverte simultanément dans le territoire de contrôle civil de Meknès-banlieue et des Zemmour, sur un projet d'autorisation de prise d'eau portant sur les 4/5^e du débit de l'aïn Djemâa, au profit de la société « Chaouïa et Maroc », pour l'irrigation de 30 hectares de sa propriété dite « Aïn Djemâa I », réquisition n° 978 K.

A cet effet, le dossier est déposé du 22 juillet au 22 août 1935, dans les bureaux du contrôle civil de Meknès-banlieue, à Meknès, et du contrôle civil des Zemmour, à Khemissèt.

ART. 2. — La commission prévue à l'article 2 de l'arrêté viziriel du 1^{er} août 1925, sera composée obligatoirement de :

Un représentant de l'autorité de contrôle, président ;

Un représentant de la direction générale des travaux publics ;

Un représentant de la direction générale de l'agriculture, du commerce et de la colonisation, et facultativement de :

Un représentant du service des domaines ;

Un représentant du service de la conservation de la propriété foncière.

Elle commencera ses opérations à la date fixée par son président.

Rabat, le 6 juillet 1935.

NORMANDIN.

* * *

EXTRAIT

du projet d'arrêté d'autorisation de prise d'eau sur l'aïn Djemâa, au profit de la société « Chaouïa et Maroc » (Meknès).

ARTICLE PREMIER. — La société « Chaouïa et Maroc » est autorisée à prélever 4/5^e du débit de l'aïn Djemâa pour l'irrigation de 30 hectares de sa propriété dite « Aïn Djemâa I » (en voie d'immatriculation, réquisition n° 978 K.).

ART. 2. — L'aménagement comprendra :

a) Une prise dans le lit de l'aïn Djemâa pour l'irrigation, par gravité, de 20 hectares ;

b) A proximité un poste de pompage pour l'irrigation de 10 hectares.

Avant tout commencement de travaux, le permissionnaire sera tenu de présenter les dessins de l'installation à l'approbation du directeur général des travaux publics.

ART. 3. — Les installations du permissionnaire seront placées de telle sorte, qu'aucune coupure ne soit pratiquée dans les berges et qu'il n'en résulte aucune gêne pour l'écoulement de l'eau dans le thalweg de la source ou la circulation sur les francs-bords et sur le domaine public. Les agents des services intéressés du Protectorat, dans l'exercice de leur fonction, auront, à toute époque, libre accès aux dites installations afin de se rendre compte de l'usage effectif qui en est fait.

ART. 5. — L'eau sera exclusivement réservée à l'usage du fonds désigné à l'article 1^{er} du présent arrêté et ne pourra, sans autorisation nouvelle, être utilisée au profit d'autres fonds. En cas de cession du fonds, la présente autorisation sera transférée de plein droit au nouveau propriétaire. Ce dernier devra, dans un délai de six mois à dater de la mutation de propriété, déclarer le transfert au directeur général des travaux publics. En cas de morcellement du fonds bénéficiaire, la répartition des eaux entre les parcelles fera l'objet d'autorisations nouvelles qui se substitueront à l'autorisation primitive.

ART. 6. — Le permissionnaire sera tenu d'éviter la formation de mares risquant de constituer des foyers de paludisme dangereux pour l'hygiène publique. Il devra conduire ses irrigations de façon à éviter la formation de gîtes d'anophèles. Il devra exécuter sans délai les instructions qu'il recevra, à ce sujet, des représentants du directeur général des travaux publics ou du directeur du service de la santé et de l'hygiène publiques.

ART. 7. — Le permissionnaire sera assujéti au paiement au Trésor d'une redevance annuelle de mille soixante francs (1.060 fr.) pour usage de l'eau.

Cette redevance ne sera exigible qu'après une période de cinq années, à compter de la mise en service de l'installation. Elle sera versée, pour la première année où elle sera exigible, dès notification de l'ordre de versement ; pour les autres années avant le 31 janvier de l'année à laquelle elle se rapporte.

ART. 8. — L'autorisation commencera à courir du jour de la notification du présent arrêté au permissionnaire. Elle est accordée sans limitation de durée.

ART. 10. — Le permissionnaire sera tenu de se conformer à tous les règlements existants ou à venir sur la police, le mode de distribution ou de partage des eaux.

ART. 11. — Les droits des tiers sont et demeurent réservés.

DECISION DU DIRECTEUR GÉNÉRAL
DES TRAVAUX PUBLICS

portant agrément d'un médecin pour la délivrance du certificat médical en vue de l'obtention des certificats de capacité pour la conduite des véhicules affectés à des transports en commun ou dont le poids en charge dépasse 3.500 kilos.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DES TRAVAUX PUBLICS,
Officier de la Légion d'honneur,

Vu l'arrêté viziriel du 4 décembre 1934 sur la police de la circulation et du roulage et, notamment, l'article 29 relatif aux certificats de capacité ;

Vu la décision du 4 mars 1933 agréant M. le docteur Lhez, directeur du bureau municipal d'hygiène de la ville d'Oujda, pour la délivrance des certificats médicaux nécessaires à l'obtention des certificats de capacité pour la conduite, soit des voitures affectées à des transports en commun, soit des véhicules dont le poids en charge dépasse 3.500 kilos,

DÉCIDE :

ARTICLE UNIQUE. — Pendant la période du 2 juillet au 8 septembre 1935, durée de l'absence de M. le docteur Lhez, M. le docteur Mosnier, directeur par intérim du bureau municipal d'hygiène de la ville d'Oujda, est agréé pour la délivrance des certificats médicaux nécessaires à l'obtention de certains certificats de capacité.

Rabat, le 10 juillet 1935.

NORMANDIN.

ARRÊTÉ DU DIRECTEUR DES EAUX ET FORÊTS
portant ouverture et fermeture de la chasse
pendant la saison 1935-1936.

LE DIRECTEUR DES EAUX ET FORÊTS,
Officier de la Légion d'honneur,

Vu le dahir du 21 juillet 1923 sur la police de la chasse, modifié par le dahir du 1^{er} juillet 1930,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — L'ouverture générale de la chasse pour le gibier de toute espèce est fixée, dans toute l'étendue de la zone française de l'Empire chérifien dite « de sécurité », au dimanche 1^{er} septembre 1935, au lever du soleil.

ART. 2. — La chasse de tout gibier sédentaire, sauf les exceptions prévues aux articles 3, 4 et 10 du présent arrêté, sera fermée à partir du dimanche 12 janvier 1936, au coucher du soleil.

ART. 3. — Est exceptionnellement autorisée jusqu'au dimanche 8 mars 1936, au coucher du soleil, la chasse des gibiers d'eau et de passage ci-après énumérés : bécasses, bécassines, cailles, canards, chevaliers, courlis, étourneaux, foulques, grives, macreuses, marouettes, oies, palombes, pigeons ramiers, plongeurs, pluviers, poules d'eau, râles d'eau, râles de genêt, sarcelles et vanneaux, ainsi que celle des lapins, des alouettes et des animaux nuisibles énumérés à l'article 8 ci-après.

ART. 4. — Pourront également être autorisées, jusqu'au dimanche 8 mars 1936, les chasses particulières en battues, au sanglier, dans les conditions fixées à l'article 9 ci-après.

ART. 5. — La détention, le transport, le colportage, l'exposition, la mise en vente, la vente et l'achat sont autorisés pour chaque espèce de gibier, jusqu'au lendemain soir du jour qui suit la date de la fermeture spéciale concernant cette espèce.

ART. 6. — La chasse n'est permise que de jour, du lever au coucher astronomique du soleil.

Est cependant exceptionnellement autorisée, dans la demi-heure qui suit le coucher du soleil, la chasse à la passée de la bécasse et du canard, jusqu'à la date de la fermeture de la chasse pour les oiseaux de passage, le chasseur ne pouvant toutefois utiliser son chien tenu en laisse ou maintenu au pied pendant l'affût, que pour rapporter le gibier tombé.

Est formellement interdite :

La chasse en temps de neige ;

La chasse au levrier ou sloughi ;

La chasse soit au filet, soit à l'aide d'appeaux, appelants, chanterelles, pièges, lanternes, bourses, lacets et autres engins analogues, soit au moyen de la glu.

L'emploi de drogues ou appâts de nature à enivrer ou à détruire le gibier est également interdit.

La chasse au faucon ne pourra avoir lieu qu'en vertu d'une autorisation spéciale du chef de la région, du territoire ou du contrôle civil autonome.

L'usage du miroir demeure permis pour la chasse à tir des alouettes.

La chasse en battue de tout gibier, à poils ou à plumes est prohibée, sauf les exceptions prévues aux articles 8 et 9 ci-après.

Jusqu'au 1^{er} novembre, les chasseurs ne pourront faire usage que de bourres incombustibles ; l'emploi de bourres de papier, d'étope, de palmier ou de toute autre matière inflammable est interdit.

ART. 7. — Toute personne qui désire interdire la chasse sur des terrains dont elle est propriétaire ou possesseur, est tenue de se conformer aux dispositions de l'arrêté spécial du 6 mai 1931, modifié par celui du 12 avril 1935 portant réglementation des chasses réservées.

ART. 8. — Les propriétaires ou possesseurs peuvent détruire sur leurs terres, en tout temps et par tous les moyens, sauf l'incendie :

1^o Les belettes, blaireaux, chacals, chats sauvages, civettes, foinés, genettes, hyènes, loutres, lynx, mangoustes ou rats, putois et renards ;

2^o Les aigles, autours, balbuzards fluviatiles, busards, buses, butors, calandres, corbeaux, émouchets, éperviers, faucons, grands-ducs, gypaètes barbus, hérons, milans, moineaux, pies, pygargues et tiercelets.

Les propriétaires ou possesseurs peuvent déléguer à des tiers le droit de destruction qui leur est conféré.

Quant à la destruction par voie de battue de ces mêmes animaux, elle ne pourra avoir lieu que sur autorisation délivrée par le chef de la région, du territoire ou du contrôle civil autonome, à la suite de dégâts dûment constatés.

ART. 9. — La chasse au sanglier par des chasseurs isolés et sans rabatteurs, est soumise à la réglementation générale, aucun chasseur ne pouvant toutefois abattre plus d'un sanglier au cours d'une même journée.

Toute chasse particulière en battue, au sanglier (sauf si elle a été ordonnée en exécution des dispositions de l'article 15 du cahier des charges générales de l'adjudication du droit de chasse dans les forêts de l'État), devra faire l'objet d'une autorisation spéciale délivrée par le chef de la région, du territoire ou de la circonscription de contrôle civil autonome, après avis conforme du service des eaux et forêts, et versement d'une redevance de vingt-cinq francs.

Les demandes de battues devront parvenir à l'autorité chargée de les autoriser, huit jours au moins et un mois au plus, avant la date fixée pour ces battues.

Toute autorisation comportera fixation de l'emplacement où doit s'effectuer la battue, du nombre des chasseurs et des rabatteurs, ainsi que du nombre des animaux à abattre qui, en aucun cas, ne devra dépasser cinq. Elle sera accompagnée d'autant de « bons de transport » qu'elle comporte d'animaux à abattre. Ces bons mentionneront la date de la battue à laquelle ils s'appliquent et porteront obligatoirement le cachet de l'autorité qui les a délivrés. Ils seront valables jusqu'au lendemain soir du jour fixé pour la battue et devront être présentés à toute réquisition des autorités chargées de la surveillance de la chasse et des agents chargés de la perception des droits de porte.

Pour les battues en forêt, chaque chasseur devra être muni d'une licence de chasse annuelle ou journalière.

Le nombre des battues à effectuer dans chaque forêt, au cours d'une même période de chasse, sera fixé par le service forestier.

ART. 10. — Dans certaines régions où, en raison de leur nombre, les sangliers causent d'importants dommages aux récoltes, des arrêtés spéciaux pourront, sur proposition de l'autorité locale de contrôle, autoriser la destruction de ces animaux, en tout temps et par tous moyens, sauf l'incendie.

Cette destruction ne pourra toutefois être effectuée que par les propriétaires ou possesseurs et sur leurs terres.

Les sangliers tués dans ces conditions ne pourront être transportés ou colportés hors de ces régions.

Par ailleurs, des battues administratives de destruction pourront, dans l'intérêt général, être organisées en tout temps, par l'autorité locale de contrôle, après avis du service forestier, partout où les sangliers, en raison de leur trop grande multiplication, seraient devenus nuisibles. Ces battues seront exécutées sous la surveillance d'un agent du service forestier.

Les sangliers tués au cours de ces battues devront être remis gratuitement à des œuvres d'assistance publique ; ils ne pourront être transportés que s'ils sont accompagnés d'un certificat de l'autorité de contrôle constatant leur origine.

ART. 11. — Le nombre maximum de pièces de gibier sédentaire (lièvre ou perdreau) que chaque permis de chasse donne à son titulaire l'autorisation d'abattre, pendant la durée de sa validité, est fixé à cent cinquante, sauf déduction de dix par sanglier tué. Aucun chasseur ne pourra toutefois abattre, au cours d'une même journée de chasse, plus de douze pièces.

Tout chasseur dépassant ce dernier nombre, sera considéré comme se livrant à des « destructions excessives » prévues par le paragraphe 4^o de l'article 6 du dahir du 21 juillet 1923 sur la police de la chasse, et le permis de chasse pourra lui être retiré, sans préjudice des autres peines encourues.

Le contrôle du gibier sédentaire abattu, sera effectué au moyen de tickets délivrés par les autorités qualifiées pour accorder les permis de chasse. A cet effet, toute pièce de gibier sédentaire transportée, colportée, exposée ou mise en vente, devra être accompagnée d'un de ces tickets.

Quant aux pièces mises en vente en un lieu quelconque, chacune d'elles devra porter, attaché à la patte, un ticket spécial dit « ticket commercial ». Les tickets commerciaux seront délivrés dans les mêmes conditions que les tickets ordinaires.

En dehors des périmètres urbains, seuls les chasseurs munis de leur permis de chasse auront le droit de transporter le gibier sédentaire abattu par eux, jusqu'à concurrence de douze pièces accompagnées de leurs tickets.

Toute autre personne transportant du gibier sédentaire devra être munie d'un permis de colportage établi à son nom et indiquant le nombre, l'espèce, l'origine et la destination du gibier transporté. Ce permis délivré par les autorités locales de contrôle, pour un transport déterminé, et sur le vu des tickets de chasse correspondants qui restent annexés audit permis, devra être présenté à toute réquisition des autorités chargées de la surveillance de la chasse, ainsi qu'aux agents chargés de la perception des droits de porte.

Tout sanglier introduit dans un périmètre urbain devra être accompagné, soit de dix tickets dont la valeur sera à déduire de la taxe d'entrée, soit d'un « bon de transport ». (Ne sont toutefois pas soumis à cette disposition, les sangliers tués au cours de battues administratives).

Les tickets accompagnant le gibier à l'intérieur des périmètres urbains, devront obligatoirement porter le timbre de contrôle du droit de porte daté de la veille au plus.

Les tickets numérotés remis aux chasseurs sont strictement personnels et ne peuvent être cédés à d'autres personnes avant d'avoir été revêtus d'un timbre de contrôle du droit de porte, sauf s'ils doivent être joints à un permis de colportage dont la délivrance est prévue ci-dessus.

ART. 12. — Le prix des licences pour chasser dans les parties non louées ou non mises en réserve des forêts de l'État, est fixé à 35 francs pour les licences ordinaires valables pour un seul lot de forêt et à 300 francs pour les licences générales valables pour l'ensemble des forêts du Maroc.

Toute demande devra être accompagnée du permis de chasse du pétitionnaire ou d'une attestation fournie par l'autorité qui l'a délivrée ; d'un mandat de 35 fr. 10 ou 300 fr. 50 au nom du percepteur et d'un mandat de 4 fr. 50 (frais de timbre de dimension et d'envoi) au nom du chef de la circonscription forestière.

Aucune demande de licence ne sera retenue avant le 25 juillet 1935. Toute demande parvenue avant cette date sera considérée comme nulle et non avenue.

Pour la saison 1935-1936, les forêts ou parties de forêts ont été divisées en treize lots, savoir :

Lot A. — Partie de la Mamora située au nord de la tranchée centrale (contrôles civils de Port-Lyautey et de Petitjean), forêt du Rharb (contrôle civil de Souk-el-Arba et bureau de renseignements d'Arbaoua) et forêts du cercle du Loukkos.

Lot B. — Partie de la Mamora située au sud de la tranchée centrale (contrôles civils de Salé et des Zemmour).

Lot C. — Forêts (Mamora et Oued Safour exceptées) situées sur le territoire des contrôles civils des Zemmour et d'Oulmès.

Lot D. — Forêts de l'Oued Satour (contrôle civil de Khemissèt), de Temara et des Beni-Abid (contrôle civil de Rabat-banlieue), des Schoul (contrôle civil de Salé), des Selamna, de l'Oued Koriffa, de l'Oued Ateuch, de Sibara, des Bou-Rzim et de l'Oued Grou (contrôle civil des Zaër).

Lot E. — Forêts d'Aïn-Kreil et des M'Dakra (contrôle civil de Chaouïa-nord), des Achach (contrôle civil de Chaouïa-sud), de l'Oued Tifsassine et du Khatouat (contrôle civil des Zaër), des Gnadis (contrôle civil d'Oued-Zem).

Lot F. — Forêts des Smala (contrôle civil d'Oued-Zem), des Bouhassoussen (bureau d'affaires indigènes de Moulay-Bouazza), des Beni-Zemmour (annexe de contrôle civil de Boujad).

Lot G. — Forêts situées sur le territoire de la région de Marrakech (contrôle civil des Srahna-Zemrane ; cercle d'Azilal ; annexes de contrôle civil de Marrakech-banlieue, d'Amizmiz et d'Imi-n-Tanout).

Lot H. — Forêts situées sur le territoire du contrôle civil des Haha-Chiadma, jusqu'à l'Oued Tamri au sud.

Lot I. — Forêts situées sur le territoire d'Agadir et la tribu des Aït-Ameur jusqu'à l'Oued Tamri au nord.

Lot J. — Forêts situées sur le territoire de la région de Meknès.

Lot K. — Forêts situées sur le territoire de la région de Fès.

Lot L. — Forêts situées sur le territoire de la région de Taza.

Lot M. — Forêts situées sur le territoire de la région d'Oujda et partie de la forêt de Debdou située sur le contrôle civil de Guercif.

Par ailleurs, des licences exceptionnelles de chasse valables pour une seule journée et uniquement pour prendre part à des battues particulières aux sangliers effectuées en forêt domaniale, pourront également être délivrées sur le vu de l'autorisation spéciale prévue à l'article 9 ci-dessus. Leur prix est fixé à cinq francs.

Toutes les licences délivrées ne visent que les forêts situées dans la « zone de sécurité » pour laquelle est institué le régime du permis de chasse.

ART. 13. — En vue de la reconstitution du gibier et par application de l'article 4 du dahir du 21 juillet 1923, il est créé les réserves ci-après où la chasse de tout gibier est interdite :

RÉGION DU RHARB

I. — CONTRÔLE CIVIL DE SOUK-EL-ARBA.

Réserves annuelles

Quatre réserves :

La première limitée : au nord et à l'est, par la route Moulay-bou-Selham—Souk-el-Arba, de Mechra-el-Hader à Sidi-Moulay-Ali-Cherif par Lalla-Rhano ; au sud, par la route de Sidi-Moulay-Ali-Cherif à Karia-Daouïa, puis par la piste de Karia-Daouïa à Mechra-el-Hader jusqu'à son croisement avec la piste de Lalla-Rhano à Sidi-Kassem par Souk-el-Tnine (Aïn-Felfel) et Sidi-Allal, ensuite par cette dernière piste ; à l'ouest, par la piste de Sidi-Kassem à Mechra-el-Hader.

La deuxième limitée : au nord, par la route n° 23, de la station Karia-Benaouda à Ouezzane jusqu'à Karia-Djraïfi ; à l'est, par la piste d'Arbaoua à Had-Kourt, de Karia-Djraïfi à l'Oued Tnine puis par la piste de l'Oued Tnine au douar des Oulad-Sennane ; au sud, par la piste des Oulad-Sennane à Souk-el-Arba ; à l'ouest, par la voie ferrée du Tanger-Fès, de Souk-el-Arba à la station de Karia-Benaouda.

La troisième limitée : au nord, par la route n° 213, de Mechra-bel-Ksiri à Had-Kourt ; à l'est, par la piste de la route 213 à l'Oued Miguît, par cet oued jusqu'au Sebou, puis par le Sebou jusqu'au bac du souk El-Djemâa-des-Haouafat ; à l'ouest, par la route n° 6, de ce dernier souk jusqu'au croisement de la route 213 susvisée.

La quatrième située dans l'annexe de contrôle civil d'Had-Kourt et limitée : au nord, par la piste du douar Hallahallah au marabout de Sidi-Mohamed-ben-Chleuh jusqu'à l'Oued Rdat ; à l'est et au sud, par l'Oued Rdat puis par l'Oued Sebou jusqu'au bac du souk El-Djemâa-des-Haouafat ; à l'ouest, par la piste conduisant de ce dernier point au douar Hallahallah.

II. — CONTRÔLE CIVIL DE PETITJEAN.

Réserves annuelles

Deux réserves :

La première située en forêt de la Mamora et limitée : au nord, par la tranchée-chemin d'Aïn-Assou ; à l'est, par le périmètre de la forêt ; au sud, par la tranchée centrale ; à l'ouest, par la tranchée D.

La deuxième limitée : au nord, par la route n° 207, Sidi-Yahia — Mechra-bel-Ksiri, de Dar-Caïd-Ahmed à l'Oued Beth ; par cet oued, de la route précitée à Mechra-bou-Derra ; par la piste de Mechra-bou-Derra à la route n° 205 ; par cette dernière route jusqu'à la route n° 6, de Petitjean à Mechra-bel-Ksiri ; par cette route n° 6 jusqu'au souk El-Djemâa-des-Haouafat ; enfin par l'Oued Sebou, depuis le souk El-Djemâa-des-Haouafat jusqu'à son confluent avec l'Oued Segotta ; à l'est, par l'Oued Segotta depuis le confluent précité jusqu'à la route n° 3, de Fès à Port-Lyautey ; au sud, par cette dernière route, de l'Oued Segotta jusqu'à la piste partant de la ferme de la Société des plantations pour aboutir à Dar-Caïd-Ahmed, sur la route n° 207 susvisée ; à l'ouest, par cette piste.

III. — CONTRÔLE CIVIL DE PORT-LYAUTEY-BANLIEUE.

Réserves annuelles

Deux réserves :

La première limitée : au nord, par le périmètre de la forêt de la Mamora, depuis la route n° 1, de Rabat à Port-Lyautey, jusqu'à la tranchée A¹, puis par cette tranchée jusqu'à la tranchée A ; à l'est, par la tranchée A ; au sud, par la tranchée centrale, de la tranchée A à la route n° 1, de Rabat à Port-Lyautey ; à l'ouest, par cette dernière route et le périmètre de la forêt.

La deuxième limitée : au nord, par la tranchée B¹, de l'Oued Fouarat à l'Oued Smento, puis par le chemin prolongeant cette tranchée jusqu'à la tranchée C ; à l'est, par la tranchée C puis la tranchée centrale ; au sud, par la tranchée centrale, de la tranchée C à l'Oued Fouarat ; à l'ouest, par l'Oued Fouarat, de la tranchée centrale jusqu'à la hauteur de la tranchée B¹.

RÉGION DE RABAT

I. — CONTRÔLE CIVIL DE RABAT-BANLIEUE.

A. — Réserves permanentes.

Pour une durée illimitée

a) Dans les périmètres de reboisement du bled Souissi (banlieue de Rabat), de l'Oued Cherrat et de Marchand.

b) Dans la petite île de Skirrat dite « Ile des Oiseaux ».

B. — Réserves annuelles.**Cinq réserves :**

La première limitée : au nord, par la route n° 1, Casablanca—Rabat, de Bouznika à l'oued Cherrat ; à l'est, par l'oued Cherrat ; au sud et à l'ouest, par la limite administrative du contrôle civil de Rabat-banlieue avec, au delà, la réserve créée sur l'annexe de contrôle civil de Boulhaut.

La deuxième limitée : au nord, par la partie de la piste carrossable Rabat—N'Kreila comprise entre la piste Rabat—Aïn-el-Aouda et l'oued Koriffa ; à l'est, par l'oued Koriffa, avec, au delà, la réserve créée sur le contrôle civil des Zaër ; au sud, par la route n° 22, de Marchand à Rabat ; à l'ouest, par cette même route jusqu'à l'embranchement de la piste N'Kreila—Rabat, puis par cette dernière piste jusqu'à la bifurcation de la piste susvisée Rabat—N'Kreila.

La troisième constituée par la partie du canton de M'Krenza (forêt de Temara) située au sud-est de la tranchée A et au nord de la piste de Temara à Aïn-Allouf.

La quatrième comprenant la partie du canton de Chercherat (forêt des Beni-Abid) située à l'est du sentier de Sidi-Berrani à Bir-Aomar et Daïet-Ksob.

La cinquième comprenant la partie du canton de Ras-Dissa (forêt des Beni-Abid) située à l'est de la route de Sidi-Bettache à Skirat par Sidi-Radi.

II. — CONTRÔLE CIVIL DE SALÉ.**A. — Réserve permanente.**

Pour une durée de 5 ans

(à partir de la date d'ouverture de la chasse en 1932)

Une réserve limitée : au nord, par l'oued Bou-Regreg, depuis la route des Sehoul à Rabat jusqu'au chemin de Dar-Caïd-Brahim au marabout de Sidi-Azouz ; à l'est, par ce chemin ; au sud, par la forêt domaniale des Sehoul ; à l'ouest, par la route des Sehoul à Rabat.

B. — Réserve annuelle.

Une réserve comprenant tout le canton d'Aïn-Khechba, dans la forêt des Sehoul.

III. — CONTRÔLE CIVIL DES ZEMMOUR.**A. — Réserves permanentes.**

1° Pour une durée illimitée.

Dans le périmètre de reboisement de l'oued Beth situé sur les deux rives de cet oued et de part et d'autre de la route n° 14, de Rabat à Meknès, près du pont du Beth.

2° Pour une période de 5 ans.

(à partir de la date d'ouverture de la chasse en 1932)

Une réserve dite « de Tedders » comprise dans le polygone ayant pour sommets les marabouts de Sidi-Mohamed-Kamal, Sidi-Ali-ou-Hoccin, Sidi-bou-Ariss, Sidi-Ali-bou-Djencoun et Sidi-Abdehlag.

B. — Réserves annuelles.**Deux réserves :**

La première limitée : à l'est, par l'oued Beth, depuis son confluent avec l'oued Mellah, près de Sidi-Moussa-el-Harati, jusqu'à Ouljet-Soltane, puis par la piste d'Ouljet-Soltane à Oulmès ; au sud-ouest, par la route n° 209, d'Oulmès à Maaziz, par Harcha et Tedders ; au nord-ouest, par la route de Maaziz à Khemissât, par Souk-el-Djemâa et Daïet-er-Roumi, puis par la route de Khemissât à Sidi-Slimane, jusqu'au point où elle coupe l'oued Mellah et enfin par ce dernier oued jusqu'à son confluent avec l'oued Beth. (Cette réserve englobe une partie de la réserve permanente dite « de Tedders » visée ci-dessus.)

La deuxième limitée : au nord, par la piste forestière, de la tranchée C¹ au poste forestier d'Aïn-Iorra, puis par la tranchée centrale, de ce poste à la tranchée D² ; à l'est, par la tranchée D², puis par la piste reliant l'extrémité sud de cette tranchée à la route n° 14, de Meknès à Rabat ; au sud, par cette dernière route, depuis le mur indicateur « Dar-ben-Hacine », jusqu'à la tranchée C ; à l'ouest, par la tranchée C, de la route n° 14 jusqu'à la piste forestière susvisée.

CONTRÔLE CIVIL DES ZAËR**Réserves annuelles****Quatre réserves :**

La première limitée : au nord et à l'est, par l'oued Grou, depuis son confluent avec l'oued Koriffa jusqu'à la boucle de Lalla-Khedima ; au sud, par la piste de Fatna-Srita au poste forestier de Taïli, puis par la piste forestière de ce poste à celui d'Aïn-Bridila jusqu'au col de Djorf situé entre les cotes 973 (djebel Djorf) et 870. Ensuite par la ligne de crêtes très apparente comprise entre le djebel Djorf et la route n° 22, de Rabat à Tadla et jalonnée par le djebel Djorf (973), le djebel Khaloua (878), Regouba-el-Fejel (847) et El-Aouija (728) ; à l'ouest, par la route n° 22, de Rabat à Kasba-Tadla, du point kilométrique 91,600 jusqu'au pont de l'oued Koriffa, puis par ce dernier oued jusqu'à son confluent avec l'oued Grou.

La deuxième limitée : à l'est et au sud, par la piste de Sidi-Bettache au Khatouat, de Sidi-Zemouri à la maison forestière du Khatouat ; à l'ouest, par la piste du Khatouat à Sidi-Moussa-el-Haouari ; au nord-ouest, par la piste de Sidi-Moussa-el-Haouari à Sidi-Zemouri par Sidi-M'Hamed, El-Mizane et Sidi-Haddi.

La troisième située en forêt de l'oued Tifsassine et limitée : au nord, par le chemin de Dahar-Chor ; à l'est, par le périmètre de la forêt (vallée de l'oued Tifsassine), de la borne n° 11 à la borne n° 80 ; au sud, par le chemin de Ras-el-Hamza ; à l'ouest, par le périmètre de la forêt, de la borne n° 125 à la borne n° 153, puis par le ravin d'El-Alouifa.

La quatrième située en forêt du Khatouat et limitée : au nord, à l'est et au sud, par le périmètre de la forêt ; à l'ouest, par l'oued Bou-Drader.

RÉGION DES CHAOUIA**I. — CONTRÔLE CIVIL DE CHAOUIA-NORD.****A. — Réserves permanentes.**

1° Pour une durée illimitée.

Dans les périmètres de reboisement de l'oued Nefikh, de l'oued Mellah, du marais de Sidi-Abderrahman et de Ben-M'Sick (banlieue de Casablanca).

2° Pour une durée de 6 ans.

(à partir de la date d'ouverture de la chasse en 1931)

Une réserve dans la forêt de Boulhaut (annexe de Boulhaut) limitée : au nord, par le périmètre de la forêt (enclave d'El-Aïoun) ; à l'est, par la tranchée forestière du caïd Charki ; au sud, par le chemin de Maidnet à Boulhaut ; à l'ouest, par le périmètre de la forêt et le chemin de Boulhaut à Aïn-Tizra.

B. — Réserve annuelle.

Une réserve limitée : au nord, par la route n° 1, de Casablanca à Rabat, puis par la limite administrative du contrôle civil de Chaouia-nord avec, au delà, la réserve créée sur le contrôle civil de Rabat-banlieue ; à l'est, par l'oued Cherrat ; au sud, par le périmètre de la forêt de Boulhaut et une ligne jalonnée de 500 mètres partant de la corne ouest de cette forêt et aboutissant à la maison cantonnière 205, sur la route n° 201, de Boulhaut à la route n° 1 ; à l'ouest, par la route n° 201 précitée.

II. — CONTRÔLE CIVIL DE CHAOUIA-CENTRE.**Réserve permanente**

Pour une durée de 5 ans

(à partir de la date d'ouverture de la chasse en 1933)

Une réserve limitée : au nord, par la route principale n° 13, de Casablanca à Kasba-Tadla ; à l'est, par la limite administrative du contrôle civil de Chaouia-centre ; au sud, par l'oued Mazer ; à l'ouest, par la piste de l'oued Mazer à Sidi-el-Kidi, par Souk-el-Djemâa, la ferme Martinez et Djenan-el-Caïd.

III. — CONTRÔLE CIVIL DE CHAOUIA-SUD.**A. — Réserves permanentes.**

1° Pour une durée illimitée.

Dans le périmètre de reboisement de Settât.

2° Pour une durée de 5 ans.

a. A partir de la date d'ouverture de la chasse en 1931 :

Une réserve dans la forêt des M'Dakra (annexe de Boucheron) constituée par le canton isolé des Oulad-Djaïch.

Une réserve dans la forêt des Achach (annexe de Benahmed), constituée par le canton isolé de Chabet-el-Betoum.

b) A partir de la date d'ouverture de la chasse en 1933 :

Une réserve limitée : au nord, par la limite administrative du contrôle civil de Chaouia-sud, puis par la route principale n° 13, de Casablanca à Kasba-Tadla jusqu'à Benahmed ; à l'est, par la route n° 119, de Benahmed à El-Borouj par Sidi-Hajaj ; au sud-ouest, par la voie ferrée d'Oued-Zem à Casablanca, de la route n° 119 susvisée à Ras-el-Aïn, puis par la piste de Ras-el-Aïn à Sidi-Mohamed-el-Asri par Sidi-Mohamed-Balhouc.

3°. Pour une durée de 3 ans.

(à partir de la date d'ouverture de la chasse en 1935)

Une réserve limitée : au nord, par la piste conduisant du chemin de Settlat au souk El-Djemâa, par la cote 321, à la route n° 7, de Casablanca à Marrakech ; à l'est, par la route n° 7, de Casablanca à Marrakech ; au sud, par le périmètre forestier des Oulad-Idder ; à l'ouest, par le chemin de Settlat au souk El-Djemâa par la cote 321.

B. — Réserves annuelles.

Deux réserves :

La première située dans la forêt des Achach (annexe de Benahmed) et limitée : au nord, par la piste touristique de Benahmed au poste forestier du Khatouat, par celui de Sidi-Sbâa ; à l'est, au sud et à l'ouest, par le périmètre de la forêt.

La deuxième située dans la forêt des M'Dakra (annexe de Boucheron) et limitée : au nord, par l'oued Smida jusqu'au point où il coupe la piste d'Hajar-el-Abiod ; à l'est, par cette piste jusqu'au point où elle coupe l'oued Dahlia ; au sud, par l'oued Dahlia ; à l'ouest, par la piste touristique du poste forestier de Bir-Guettara à celui d'Aïn-Kreil.

CONTRÔLE CIVIL D'OUED-ZEM

Réserves permanentes

Pour une durée de 3 ans.

(à partir de la date d'ouverture de la chasse en 1934)

Une réserve située dans la forêt des Gnadis et limitée : au nord-est, par le périmètre de la forêt ; au sud, par le périmètre de la forêt et la piste d'Oued-Zem au poste forestier du Khatouat ; au nord-ouest, par la piste du poste du Khatouat à Christian.

(à partir de la date d'ouverture de la chasse en 1935)

Deux réserves :

La première située dans l'annexe de Dar-ould-Zidouh et limitée : au nord, par l'Oum-er-Rebia ; à l'est, par l'oued El-Abid ; au sud, par la piste de Dar-ould-Zidouh à El-Kelâa-des-Srarhna ; à l'ouest, par l'oued Timellou jusqu'à son confluent avec l'Oum-er-Rebia.

La deuxième située dans la forêt des Smala et limitée : au nord, par l'oued Grou, de la cote 451 au Pont-Martin ; à l'est, par la piste Moulay-Bouazza—Oued-Zem, de l'oued Grou au puits situé à 1 kilomètre à l'ouest du marabout de Sidi-Tlek ; au sud, par le chemin d'Oued-el-Mers jusqu'au croisement du chemin de Zebouja—Sidi-el-Ibal ; à l'ouest, par ce dernier chemin jusqu'à l'oued Grou (cote 451) en passant par l'oued El-Mechreg.

CONTRÔLE DES DOUKKALA

A. — Réserve permanente.

Pour une durée illimitée

Dans le périmètre de reboisement des dunes d'Azemmour.

B. — Réserves annuelles.

Quatre réserves :

La première située dans l'annexe de Sidi-Ali-d'Azemmour et limitée : au nord-est, par l'Océan Atlantique, de Mazagan à l'embouchure de l'Oum-er-Rebia ; à l'est, par l'Oum-er-Rebia jusqu'à la route n° 8, de Casablanca à Mazagan ; au sud, par cette dernière route jusqu'à Mazagan.

La deuxième située dans la même annexe et limitée : au nord, par la route n° 8, Mazagan—Casablanca, de l'Oum-er-Rebia jusqu'au souk El-Tnine ; à l'est, par la piste Jacquet, de la route n° 8 jusqu'à l'oued Tiouiret, puis par cet oued jusqu'à son confluent avec l'Oum-er-Rebia ; au sud et à l'ouest, par l'Oum-er-Rebia.

La troisième située dans l'annexe des Doukkala-nord et limitée : au nord-ouest, par l'Océan Atlantique, du marabout de Sidi-Moussa à Mazagan ; à l'est, par la route n° 9, de Mazagan à Sidi-Smaïn ; au sud-ouest, par la piste de Sidi-Smaïn à Sidi-Moussa et à l'Océan par le koudiat Zoubia et Souk-el-Had-des-Oulad-Aïssa.

La quatrième située dans l'annexe de Sidi-Bennour et limitée : au nord-ouest, par la route n° 123, de Bou-Hammam à Sidi-Bennour ; à l'est, par la route n° 9, Mazagan—Marrakech, de Sidi-Bennour à Guerando ; au sud, par la piste de Guerando au souk El-Arba-des-Oulad-Amrane ; à l'ouest, par la piste de Souk-el-Arba-des-Oulad-Amrane à Bou-Hammam par l'ancien souk El-Tnine-des-Oulad-Amrane.

CONTRÔLE DES ABDA-AHMAR

A. — Réserve permanente.

Pour une durée de 5 ans

(à partir de la date d'ouverture de la chasse en 1933)

Toute la zone d'effondrement comprise entre le haut de la falaise et la mer, du cap Cantin à Safi.

B. — Réserves annuelles.

Deux réserves :

La première située en tribu Abda et limitée : au nord-est, par la piste n° 43, du djorf El-Youdi au souk El-Tnine-des-Rhiat ; au sud-est, par la route n° 11, Mazagan—Mogador ; au sud-ouest, par la limite administrative des Abda avec, au delà, la réserve constituée sur le contrôle civil de Mogador ; au nord-ouest, par l'Océan Atlantique.

La deuxième située en tribu Ahmar et limitée : au nord, par la piste partant de la piste aménagée Souk-el-Had—route n° 12 et aboutissant à Chemaïa en passant par le point 373 et le sud de la sabbha Zima ; à l'est, par la nouvelle route Chemaïa—Chichaoua qui franchit l'oued Tensift au pont du Khelouat jusqu'au croisement de la piste Zaouïa-n-Ta-Sidi-Zouine—Souk-el-Tnine-Beni-Hedil-Mtonga ; au sud, par cette dernière piste jusqu'au souk précité, puis une piste cavalière de ce souk à l'oued Tensift par le douar Foutat et ensuite par l'oued Tensift vers l'ouest, jusqu'à une piste aménagée partant un peu en amont de Sidi-Ali-Moulay-Sidra ; à l'ouest, par cette dernière piste jusqu'au souk El-Tleta-d'Irhoud, puis la piste aménagée aboutissant à la route n° 12 par Souk-el-Had.

CONTRÔLE DES HABA-CHIADMA

A. — Réserve permanente.

Pour une durée illimitée

Dans la partie des dunes du contrôle civil de Mogador où ont été exécutés des travaux de fixation, soit dans la parcelle limitée : au nord-ouest, par l'Océan et le périmètre municipal de la ville de Mogador ; à l'est et au sud, par la n'zala de Chicht, la cote 203, la crête du plateau jusqu'à la piste Brigadier-chef-Dupuy, puis cette piste jusqu'au ravin de Sidi-Abderrahman, ce ravin jusqu'au puits du même nom, le puits de Bir-Bara, le douar de Taoubalt, la route de Marrakech à Mogador, du kilomètre 9 à la piste d'Aïn-Sridi, cette piste jusqu'à la forêt d'arganiers d'Adamna, le sentier suivant la lisière de cette forêt en direction du marabout de Sidi-Yahia—oued Ksob jusqu'au Talet-Ngarho, le chemin de la ferme Leroux, l'ancienne route de Marrakech jusqu'au kilomètre 7, l'hôtel Palmara, le douar Ould-el-Madani, le marabout de Sidi-Harrazin et le phare du cap Sim.

Reste cependant autorisée dans cette parcelle, à l'embouchure et dans le lit de l'oued Ksob jusqu'à une distance de 30 mètres des rives, la chasse aux oiseaux de mer et au gibier de passage dont l'énumération figure à l'article 3 ci-dessus.

B. — Réserves annuelles.

Deux réserves :

La première limitée : au nord, par la limite administrative entre les Chiadma et les Abda avec, au delà, la réserve constituée sur le contrôle de Safi ; à l'est, par la route n° 11, de Mazagan à Mogador, depuis la limite susvisée jusqu'au souk El-Had-Drâ ; au sud, par la piste du souk El-Had-Drâ à Sidi-Moulay-bou-Zergtoun par Sachem, Aïn-el-Hajar et Dar-Sidi-ben-Aïssa ; à l'ouest, par l'Océan.

La deuxième limitée : au nord, par le périmètre des dunes de Mogador, puis par l'ancienne route de Mogador à Marrakech jusqu'au kilomètre 10 ; à l'est, par la route n° 25, de Mogador à Agadir, de son origine jusqu'au pont de l'oued Tidzi ; au sud, par l'oued Tidzi, depuis le pont susvisé jusqu'à son embouchure ; à l'ouest, par l'Océan.

RÉGION DE MARRAKECH

I. — CONTRÔLE CIVIL DES REHAMNA.

Réserve annuelle.

Une réserve limitée : au nord, par la piste de Dar-Cheikh-Rahal au souk El-Arba-des-Skhour par Dar-Caïd-Layachi ; à l'est et au sud-est, par la route n° 7, de Casablanca à Marrakech, puis la piste du souk Es-Sebt-des-Brikiine ; au sud-ouest et à l'ouest, par la piste du souk Es-Sebt-des-Brikiine à Dar-Cheikh-Rahal par l'ancien souk El-Djemâa-el-Ma-Berd.

II. — CONTRÔLE CIVIL DES SRARHNA-ZEMRANE.

Réserve annuelle.

Une réserve limitée : au nord, par la piste de Tamlet à Azilal, de l'oued Tessaout à l'oued Mhasseur ; à l'est, par l'oued Mhasseur ; au sud, par la route de Demnat à Sidi-Rahal, de l'oued Mhasseur à l'oued Tessaout ; à l'ouest, par l'oued Tessaout.

III. — CONTRÔLE CIVIL DE CHICHAOUA.

Réserve annuelle.

Une réserve limitée : au nord, par la piste dite « El Frouguia », de Guemassa à la séguia Agafaye ; à l'est, par cette séguia puis l'oued N'Fis jusqu'au pont portugais ; au sud-est, par la route de Marrakech à Amizmiz, de l'oued N'Fis à la zaouïa Si-Ahmed-ou-Moussa ; au sud-ouest, par la piste dite « El M'Taïna », de ladite zaouïa à Guemassa par Zegagna et Si-Abd-en-Naim.

IV. — ANNEXE D'AMIZMIZ.

Réserve permanente.

Pour une durée de 3 ans

(à partir de la date d'ouverture de la chasse en 1933)

Une réserve située dans la forêt des Guedmioua et limitée : à l'est, par la piste de la maison forestière d'Amizmiz à l'exploitation minière d'Azegour ; au sud, à l'ouest et au nord, par le périmètre de la forêt.

V. — ANNEXE DE MARRAKECH-BANLIEUE.

Réserve permanente

Pour une durée de 3 ans

(à partir de la date d'ouverture de la chasse en 1934)

Une réserve limitée : au nord, par le périmètre des forêts des Reraïa et de l'Ourika ; à l'est, au sud et à l'ouest, par la piste de Dar-Caïd-Ouriki, Agaïouar, Tadment, Tahnaout.

VI. — ANNEXE D'IMI-N-TANOUT.

Réserve annuelle

Une réserve limitée : au nord-est, par la piste de Ras-el-Aïn au souk Es-Sebt-Mzouda par Agadir-Djedid et Sidi-Saïd ; au sud, par la piste Marrakech—Imi-n-Tanout, du souk Es-Sebt-Mzouda à Bou-Laouane ; à l'ouest, par l'oued El-Rhira.

VII. — TERRITOIRE D'AGADIR.

A. — Réserve permanente.

Pour une durée illimitée

Dans les périmètres de fixation des dunes de l'embouchure du Sous et d'Arouaïs (bureau d'Agadir-banlieue) et du Tamri (annexe de contrôle civil de Tamanar).

B. — Réserve annuelle.

Une réserve limitée : au nord, par la piste d'Agadir au poste de l'oued Issène par Sidi-Yahia et El-Tleta ; à l'est, par la piste d'Ameskoud à Tamlelt ; au sud, par la piste de Tamlelt à Agadir ; à l'ouest, par la piste d'Inesgane à Sidi-Yahia par la vallée de l'assif N'Tourhza et zaouïa Tigalimine.

RÉGION DE MEKNÈS

I. — CONTRÔLE CIVIL DE MEKNÈS-BANLIEUE.

Réserve annuelle

Sept réserves :

La première limitée : au nord-ouest, par une piste partant du confluent des oueds Bouidda et Selloulouïat et se dirigeant vers le douar Aït-Jaouna par les fermes d'Hardemare et Bardeau jusqu'au

point où elle coupe l'oued Aïssa, puis cet oued jusqu'à la piste du douar Ouled-Moussa à Petitjean, ensuite par cette piste jusqu'au chaabet Mguirba-Outita et par ce chaabet jusqu'à l'ain Mguirba, par la piste d'Aïn-Mguirba à Sidi-Kacem jusqu'au chaabet Er-Rih, par ce chaabet et enfin par une crête rocheuse jusqu'au tunnel de Bab-Tisra ; à l'est, par l'oued Rdom, de ce tunnel jusqu'à la piste de l'oued Khouman, puis par cette piste jusqu'à Aïn-Djemâa ; au sud-ouest, par la route n° 4, Meknès—Sidi-Slimane jusqu'à la ferme Abès, puis par la piste reliant les fermes Abès et Augier, par l'oued Akhenzir et l'oued El Haoud jusqu'à la piste d'Aïoun-el-Mers, par cette piste jusqu'à l'ain Guettara et enfin par la piste de l'ain Guettara à Dar-bel-Hamri

La deuxième limitée : au nord, par la piste d'Aïn-Kerma à Sidi-Mokhrfi, de l'oued Zegotta à l'oued Mikkès ; à l'est, par l'oued Mikkès puis son affluent de gauche l'oued Ben Halima jusqu'à la route n° 3, Fès—Petitjean ; au sud, par cette route de l'oued Ben-Halima à la nzala Beni-Amar, puis par le chemin de cette nzala à Moulay-Idris et la route dite du refuge de Moulay-Idris ; à l'ouest, par la route de Moulay-Idris au col de Zegotta puis par la piste Aïn-Biz—Kermet—Moulay-Bouazza jusqu'à l'oued Beni-Merriz, puis cet oued jusqu'à la route n° 3, Petitjean—Fès, par cette route, puis par la piste dite du souk Es-Sebt-des-Oudaïas jusqu'à l'oued Zegotta, enfin par cet oued jusqu'au point où il coupe la piste Aïn-Kerma—Sidi-Mokhrfi précitée.

La troisième limitée : au nord, par la route n° 14, Rabat—Meknès, de l'embranchement du chemin de colonisation de la ferme Marcaggi à Meknès ; à l'est, par la route Meknès—Agourai, de Meknès à Aïn-Loula (Sidi-Amor) ; au sud, par la piste d'Aïn-Loula à Ouljet-Soltane ; à l'ouest, par la piste Ouljet-Soltane—Meknès par Agrour, Ras-Djerri et Sidi-Abd-el-Kader-bou-Grinat, depuis l'embranchement de la piste précitée jusqu'à l'oued El-Kell puis par cet oued et le chaabet Korticha jusqu'à la ferme Marcaggi et enfin par le chemin de colonisation de cette ferme à la route n° 14, Rabat—Meknès.

La quatrième limitée : au nord, par la route n° 5, Meknès—Fès, de Meknès au pont de l'oued Madouna ; à l'est, par l'oued Madouna qui prend, en amont, le nom d'oued Tizguit jusqu'à la route d'Aïn-Taoujdat à El-Hajeb ; au sud-est, par cette dernière route jusqu'à El-Hajeb ; au sud-ouest, par la route n° 21, d'El-Hajeb à Meknès.

La cinquième limitée : au nord, par la piste d'Agourai à El-Hajeb ; à l'est, par la route n° 21, Meknès—Azrou, d'El-Hajeb à l'abreuvoir du kilomètre 44 ; au sud, par l'oued Amhars, le piton de Glib et le périmètre nord de la forêt des Aït-bou-Rzouin ; à l'ouest, par la piste de Sidi-ben-Tamrit à Agourai.

La sixième limitée : au nord, par la piste d'El-Hajeb aux Aït-ou-Mlat, de l'oued Tizguit à Sidi-Siba ; à l'est, par la piste de Sidi-Siba à Ifrane par Timenbert et Kasba-Mokhtar-el-Hammadi ; à l'ouest, par l'oued Ifrane qui prend, en aval, le nom d'oued Tisgui.

La septième située dans l'annexe de contrôle civil d'Oulmès, tribu des Aït-Amar, est englobée dans la réserve dont les limites sont décrites ci-dessus sous la rubrique : contrôle civil des Zemmour. — Réserve annuelle n° 2.

RÉGION DE FÈS

I. — CONTRÔLE CIVIL DE FÈS-BANLIEUE.

A. — Réserve permanente.

Pour une durée de 2 ans

(à partir de la date d'ouverture de la chasse en 1934)

Une réserve limitée : au nord, par l'oued Sebou jusqu'à l'ancienne piste du souk El-Tnine ; à l'est, par ladite piste, depuis l'oued Sebou jusqu'à la nouvelle usine électrique de Fès par la vallée de l'oued Sebou ; au sud, par la route dite « du Tour de Fès » puis l'oued Fès jusqu'à la route de la nouvelle usine électrique ; à l'ouest, par la route n° 28 de Fès à Ouezzane jusqu'à l'oued Sebou.

B. — Réserve annuelle.

Une réserve limitée : au nord-ouest, par la piste des aïoun Blouze, de l'oued Atchane à l'oued Semen, puis par ce dernier oued jusqu'au chemin de colonisation aboutissant aux carrières de Ben-Souda, enfin par ce dernier chemin jusqu'à son intersection avec la piste directe d'Imouzzèr ; à l'est, par la piste d'Imouzzèr jusqu'à El-Fenidak ; au sud, par la piste d'El-Fenidak à Kasba-Rmel par Aïn-Cheggag ; au sud-ouest, par l'oued El-Atchane jusqu'à la piste des aïoun Blouze.

II. — CONTRÔLE CIVIL DE KARIA-BA-MOHAMMED.

Réserve annuelle

Une réserve limitée : au nord, par la piste dite du souk El-Had-bou-Chabel partant du P.K. 59,450 de la route n° 28 de Fès à Ouezzane et aboutissant à la piste d'El-Kelâa-des-Sless à Fès par Zraoula, Kermoud, Rhoglane et Oulad-bou-Chebit ; à l'est, par cette dernière piste du croisement de la piste du souk El-Had-bou-Chabel jusqu'à l'oued Sebou ; au sud, par l'oued Sebou ; à l'ouest, par la route n° 28 de Fès à Ouezzane, du pont du Sebou au P.K. 59,450.

III. — CONTRÔLE CIVIL DE TISSA.

Réserve annuelle

Deux réserves :

La première limitée : à l'est, par la piste de Touaouil de l'oued Leben à l'oued Innaouen ; au sud-ouest, par l'oued Innaouen, depuis le pont de la piste précitée jusqu'à celui de la route n° 302, de Fès à Ain-Aïcha ; au nord-ouest, par cette dernière route de l'oued Innaouen à l'oued Leben, puis par l'oued Leben jusqu'à la piste de Touaouil.

La deuxième limitée : au nord, par l'oued El-Ahmar, de son confluent avec l'oued Leben jusqu'à celui de l'oued El-Arba ; à l'est, par l'oued El-Arba puis l'oued Recifa ; au sud, par la piste du souk El-Tleta-de-Bou-Abbane au souk El-Tnine-des-Marnissi, par la vallée de l'oued Kranchouf ; à l'ouest, par le chemin de colonisation du Leben, de la piste précitée au pont « Boussiron », puis par l'oued Leben de ce pont au confluent de l'oued Ahmar.

IV. — CONTRÔLE CIVIL DE SEFROU.

Réserve annuelle

Deux réserves :

La première limitée : au nord, par le chemin conduisant de la piste d'Imouzzèr à Fès à la route n° 30 de Fès à Sefrou par Bled Hallal et Bled Miro ; à l'est, par la route précitée jusqu'au croisement de la piste de Bahlil à 1 km. 500 au nord de Sefrou ; au sud, par la piste de Sefrou à Bahlil, puis celle de Bahlil au koudiat Khïar par Djenane-Mimet ; à l'ouest, par la piste d'Imouzzèr à Fès.

La deuxième limitée : au nord, par la piste Sefrou—El-Menzel, de Chadka à Mechra-el-Ahmar, puis par l'oued Sebou jusqu'au confluent de l'oued Zrâ ; au sud-est, par l'oued Zrâ, puis par un de ses affluents passant par Ain-el-Hajar jusqu'à la piste Tazouta—Sefrou ; au sud-ouest, par cette piste jusqu'à Sidi-bou-Ali ; à l'ouest, par l'oued Zgane.

V. — TERRITOIRE DE FÈS-NORD.

Réserve annuelle

Deux réserves :

La première située dans le cercle du Moyen-Ouerrha et limitée : au nord, par la piste de Rhafsaï à Sidi-Mekhfi par Bibane et Hamounsi ; à l'est, par l'oued Amzez jusqu'à son confluent avec l'Ouerrha ; au sud, par l'Ouerrha jusqu'à Ourtzarh ; à l'ouest, par la piste d'Ourtzarh à Rhafsaï.

La deuxième dans le cercle du Haut-Ouerrha et limitée : au nord, par la piste de la route n° 302, de Fès à Sker à Bah-Ouender jusqu'à l'oued Sra (pont démoli) ; à l'est, par l'oued Sra, de ce pont jusqu'au confluent de l'oued Ouerrha ; au sud, par l'oued Ouerrha ; à l'ouest, par la route n° 302, de Fès à Sker.

VI. — TERRITOIRE D'OUEZZANE.

*Cercle du Loukkos***Réserve annuelle**

Deux réserves dans la forêt d'Ouezzane comprenant la totalité des cantons du Rmel et d'Ouartilou.

RÉGION DE TAZA

I. — CONTRÔLE CIVIL DE TAZA-BANLIQUE ET CERCLE DU HAUT-LEBEN.

Réserve annuelle

Une réserve limitée : au nord, par la piste d'El-Gouzat à Dar-Caïd-Medboh par Dissa et Bab-Karia ; à l'est, par la piste de Dar-Caïd-Medboh à Taza ; au sud, par la route principale n° 15, de Taza à Fès ; à l'ouest, par la piste conduisant de cette dernière route à Taïnesta par la vallée de l'oued Hadar, jusqu'à El-Gouzat.

II. — CERCLE DE TAHALA.

Réserve annuelle

Une réserve limitée : au nord, par la route n° 15 Fès-Taza, de l'oued Bou-Zemlane à l'oued Bou-Hellou ; à l'est, par l'oued Bou-Hellou puis l'oued Bou-Safou jusqu'à Kefel-Tebel ; au sud, par la piste Tazrout, Dar-Caïd-Abrouk, Tahala, Aït-Haddou, El-Genra ; à l'ouest, par l'oued Bou-Zemlane jusqu'à la route n° 15 précitée.

III. — CONTRÔLE CIVIL DE GUERCIF.

Réserve permanente

Pour une durée de 3 ans

(à partir de la date d'ouverture de la chasse en 1935)

Une réserve limitée : au nord, par la route n° 16, Taza—Oujda, de l'embranchement de la piste de Mahirija à l'oued Telarh ; à l'est et au sud, par l'oued Telarh puis la piste d'El-Agreb à Aïn-Fritissa par Oglat-en-Nara ; à l'ouest, par la piste de Mahirija, d'Aïn-Fritissa à la route n° 16 précitée.

RÉGION D'OUIDA.

I. — CONTRÔLE CIVIL D'OUIDA.

A. — Réserves permanentes.

1° Pour une durée illimitée

Sur tout le territoire de la tribu des Beni-Guil.

2° Pour une durée de 3 ans

(à compter de la date d'ouverture de la chasse en 1933)

Deux réserves dans la forêt d'Aïn-Kerma comprenant la totalité des cantons du djebel Metsila et du djebel Aourir limités de toutes parts par le périmètre de la forêt.

B. — Réserves annuelles.

Deux réserves :

La première limitée : au nord-est, par la piste « Zellidja », d'Oujda à Tiouli par le poste forestier d'Aïn-Kerma et l'oued Missidira ; au sud, par la voie ferrée Berguent—Oujda, du kilomètre 60 au kilomètre 40 ; au nord-ouest, par l'ancienne piste de Berguent à Oujda, de la voie ferrée jusqu'à son intersection avec la piste susvisée.

La deuxième située dans l'annexe de contrôle civil d'El-Aïoun et limitée : au nord, par la route n° 16, Taza—Oujda, de l'intersection de la piste Mestigneur—Zaouïa-Moulay-Taïeb à El-Aïoun ; à l'est et au sud, par la piste El-Aïoun—Mestigneur ; à l'ouest, par la piste Mestigneur—Zaouïa-Moulay-Taïeb jusqu'à la route n° 16.

II. — CONTRÔLE CIVIL DES BENI-SNASSEN.

A. — Réserve permanente.

Pour une durée de 5 ans

(à partir de la date d'ouverture de la chasse en 1932)

Une réserve limitée : au nord, par la piste de Moulay-Issedik à Taforalt, depuis l'oued Tazemourt ; à l'est, par la route de Taforalt à Oujda, jusqu'à la piste située au delà de l'aïn Safsaf ; au sud, par cette dernière piste jusqu'au marabout de Sidi-Kaddour par celui de Sidi-Saada ; à l'ouest, par la piste de Sidi-Kaddour à celle de Moulay-Issedik à Taforalt.

B. — Réserves annuelles.

Trois réserves :

La première limitée : au nord, par une piste partant de la route Oujda—Taforalt à hauteur de la vallée de l'oued Irhzer pour aboutir à l'aïn Sfa en passant par le point 702, la vallée de l'oued Moulay-Idris, Herraillène, la vallée de l'oued Sefrou ; à l'est, par la piste d'Aïn-Sfa à la route n° 403, Oujda—Taforalt, en laissant à l'est le kerkour Lakhel ; au sud et à l'ouest, par la route Oujda—Taforalt.

La deuxième constituée par la forêt de Tazagraret et limitée : au nord, par la mer Méditerranée ; à l'est, au sud et à l'ouest, par les limites de la forêt.

La troisième limitée : au nord, par une ligne de marais entre la Moulouya, en aval de Mechra-Kabou et l'aïn-Beïda ; à l'est, par la piste de Cherrâa à Tiffert ; au sud, par une ligne de marais de Ras-el-Ma à la Moulouya, en aval de Mechra-Kerma ; à l'ouest, par la Moulouya.

TERRITOIRE DU TADLA

A. — Réserves permanentes.

Pour une durée de 8 ans

(à partir de la date d'ouverture de la chasse en 1935)

Une réserve située sur le bureau des affaires indigènes de Boujad et limitée : au nord-est, par l'oued Grou de Mechra-M'Gouta à Mechra-Achrin-Zouj ; au sud-est, par la piste d'Aguelmous à Oued-Zem ; à l'ouest, par le chemin des Ait-Moussa à Mechra-M'Gouta.

B. — Réserves annuelles.

Deux réserves :

La première située sur l'annexe de contrôle civil de Boujad et limitée : au nord-ouest, par la nouvelle piste de Boujad à Khenifra par Sidi-bou-Knadel ; à l'est, par le périmètre de la forêt des Beni-Zemmour, puis le sentier de la borne forestière n° 276 près de Sidi-Hammou au Bir-ben-Chouchouc sur l'ancienne piste de Boujad à Khenifra ; au sud, par cette dernière piste.

La deuxième située sur le bureau des affaires indigènes de Moulay-Bouazza et limitée : au nord, par l'oued Bou-Kniffen jusqu'à la cote 1050 ; à l'est, par le chemin de la cote 1050 à Mechra-M'Gouta ; au sud, par l'oued Grou, de Mechra-M'Gouta à Mechra-el-Kerma ; à l'ouest, par la piste de Mechra-el-Kerma (pont Martin) à l'oued Bou-Kniffen par le poste forestier de Sidi-Abid.

La chasse est également interdite en tout temps :

1° Sur toute l'étendue des territoires situés en zone d'insécurité ;

2° En forêt, dans une zone d'un kilomètre de rayon autour de chaque poste forestier.

ART. 14. — Est interdite :

1° La chasse à la gazelle dans les régions de Rabat, de Marrakech, de Meknès, de Fès et de Taza ; le territoire du Tadla ; les contrôles civils des Abda-Ahmar, des Haha-Chiadma, d'Oued-Zem, d'Oujda et de Taourirt ; les annexes de contrôle civil de Boulhaut et d'El-Borouj ;

2° La chasse de toutes les espèces d'outardes, sauf la canepetière ou poule de Carthage, dans les régions de Rabat, du Rhab, de Meknès, de Fès et de Taza ; les contrôles civils d'Oujda, de Taourirt et des Beni-Snassen ; les annexes de contrôle civil de Boulhaut et d'El-Borouj ;

3° La chasse à la pintade sauvage dans les régions de Rabat, de Meknès et le territoire du Tadla ;

4° La chasse au francolin dans les régions de Rabat et de Meknès ;

5° La chasse au mouflon dans les régions de Marrakech, de Meknès, de Taza et le territoire du Tadla ;

6° La chasse au sanglier dans le contrôle civil des Abda-Ahmar. Est également interdit, en tout temps et en tous lieux, le transport, le colportage et la mise en vente des peaux de gazelles et de mouflons.

ART. 15. — Est défendue, en tout temps et en tous lieux, la capture et la destruction, par quelque procédé que ce soit, des pigeons voyageurs et de tous les oiseaux utiles à l'agriculture énumérés ci-après, ainsi que de leurs nids, œufs ou couvées.

Rapaces diurnes : vautours.

Rapaces nocturnes : chats-huants ou hulottes, chevêches, chouettes, effrayes, hiboux, scops ou petits-ducs.

Grimpeurs : pics, coucous.

Syndactyles : guèpiers ou chasseurs d'Afrique, rolliers.

Passereaux : accenteurs, becs croisés, bergeronnettes, chardonnerets, engoulevents, fauvettes, geais bleus, gobe-mouches, gorges-bleues, grimpeaux, hirondelles, huppés, linots, loriots, martinets, martins-pêcheurs, merles, mésanges, pies-grièches, pouillots, pinsons, pipits, roitelets, rossignols, rouges-gorges, rouges-queues, semins, sitelles, tarins, traquets, trichodromes, troglodytes, verdiers.

Echassiers : aigrettes, fausses-aigrettes ou pique-bœufs, cigognes, flamands roses, ibis chauve ou ibis noir dit « dindon sauvage ».

Lariformes : hirondelles de mer, mouettes.

ART. 16. — Les infractions au présent arrêté seront constatées et poursuivies conformément aux dispositions des articles 15 et suivants du dahir du 21 juillet 1923 (6 hijra 1341) sur la police de la chasse.

Rabat, le 8 juillet 1935.

BOUDY.

NOTA. — Des cartes portant indication des limites des réserves de chasse seront déposées aux chefs-lieux des régions, contrôles civils et annexes d'affaires indigènes sur le territoire desquels sont situées ces réserves, ainsi que dans les circonscriptions forestières, en ce qui concerne les réserves situées sur le domaine forestier.

ASSOCIATIONS

déclarées dans les conditions prévues par le dahir du 24 mai 1914, modifié par le dahir du 5 juin 1933.

DÉNOMINATION	SIÈGE	OBJET	DATE DE LA DÉCLARATION
Le Raisin marocain	Casablanca	Favoriser la consommation du raisin de table.	28 février 1935
Club nautique de Meknès	Meknès	Pratiquer et encourager les sports et le tourisme nautique.	28 février 1935
Fémina-Sports	Casablanca	Pratiquer tous les sports. Organiser des compétitions.	4 mars 1935
Tennis-Club de Benahmed	Benahmed	Encourager et développer la pratique des sports.	7 mars 1935
Cercle franco-marocain	Casablanca	Travailler à la compréhension et à l'entente franco-marocaine.	8 mars 1935
Chambre syndicale des commerçants importateurs et exportateurs de fruits primeurs, végétaux et plantes vivantes du Maroc	id.	Défendre les intérêts professionnels de ses membres.	8 mars 1935
Groupement des amis de l'Hébertisme	id.	Développer le goût de l'éducation physique par le retour raisonné aux conditions naturelles d'exercice au grand air.	14 mars 1935
Chambre syndicale des représentants et importateurs de tissus au Maroc	id.	Défendre les intérêts corporatifs et professionnels de ses membres.	22 mars 1935

DENOMINATION	SIÈGE	OBJET	DATE DE LA DÉCLARATION
Section athlétique de l'Institut commercial du Maroc à Casablanca	id.	Pratiquer les exercices physiques.	25 mars 1935
Schebet-Ahira. Groupement israélite d'entraide mutuelle	Rabat	Apporter son appui moral et matériel à ceux de ses membres qui se trouveraient accidentellement dans l'incapacité de travailler.	25 mars 1935
Cercle de l'A. B. C. (art, bienfaisance, choix).	Fès	Aider à la diffusion de l'art en général et de la pensée française en particulier.	28 mars 1935
Société des apiculteurs marocains	Casablanca	Développer l'élevage des abeilles et protéger l'agriculture.	4 avril 1935
Cercle de distraction et d'éducation socialiste de la jeunesse de Marrakech	Marrakech	Procurer à ses membres des distractions saines et compléter leur éducation au moyen de cours, lectures et conférences.	10 avril 1935
Vélo-Club Fédalien	Fedala	Pratiquer et développer le sport cycliste.	18 avril 1935
Association des patrons propriétaires et armateurs à la pêche de Safi	Safi	Défendre les intérêts professionnels de ses membres, favoriser le développement de la pêche et l'extension de la vente du poisson.	22 avril 1935
Association des Deux-Charentes « La Cagouille ».	Casablanca	Entretenir ou créer entre ses membres des relations amicales.	25 avril 1935
Chambre syndicale des transporteurs par taxis, Casablanca, précédemment dénommée « Groupement des propriétaires de taxis de Casablanca ».	id.	Défendre les intérêts corporatifs de ses membres.	4 juin 1935

PERSONNEL DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES DU PROTECTORAT

MOUVEMENTS DE PERSONNEL DANS LES ADMINISTRATIONS DU PROTECTORAT

SECRETARIAT GÉNÉRAL DU PROTECTORAT

SERVICE DU CONTRÔLE CIVIL

Par arrêté du ministre plénipotentiaire, délégué à la Résidence générale, en date du 2 juillet 1935, est acceptée, à compter du 25 juin 1935, la démission de son emploi offerte par M. DANIEL André, commis principal de classe exceptionnelle du service du contrôle civil.

Par arrêté du ministre plénipotentiaire, délégué à la Résidence générale, en date du 3 juillet 1935, est acceptée, à compter du 1^{er} juillet 1935, la démission de son emploi offerte par M^{me} BRUSTIER Germaine, dactylographe de 1^{re} classe du service du contrôle civil.

Par arrêté du ministre plénipotentiaire, délégué à la Résidence générale, en date du 4 juillet 1935, est acceptée, à compter du 1^{er} juillet 1935, la démission de son emploi offerte par M. VIGNOLES Jean, commis principal hors classe du service du contrôle civil.

* * *

JUSTICE FRANÇAISE

SECRETARIATS DES JURIDICTIONS FRANÇAISES

Par arrêté du procureur général près la cour d'appel, en date du 7 mars 1935, M. ARIBAUD Raymond, secrétaire en chef de 3^e classe, est promu secrétaire en chef de 2^e classe, à compter du 1^{er} janvier 1935.

Par arrêté du procureur général près la cour d'appel, en date du 27 mars 1935, M. GALVANI Jean, secrétaire de 1^{re} classe, est promu secrétaire en chef de 5^e classe, à compter du 1^{er} avril 1935.

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES

Par arrêté du directeur, chef du service de l'enregistrement et du timbre, des domaines et de la conservation de la propriété foncière, en date du 7 juin 1935, est acceptée, à compter du 29 juin 1935, la démission de son emploi offerte par M. BONNET Lucien, commis principal hors classe de l'enregistrement et du timbre.

* * *

DIRECTION GÉNÉRALE DES TRAVAUX PUBLICS

Par arrêté du directeur général des travaux publics, en date du 5 juillet 1935, est acceptée, à compter du 1^{er} juillet 1935, la démission de son emploi offerte par M. RANOUIL Albert, agent technique principal des travaux publics de 2^e classe.

Par arrêtés du directeur, chef du service topographique, en date du 1^{er} mai 1935, sont promus, à compter du 1^{er} mai 1935 :

Topographe principal de 1^{re} classe

MM. GOLA Gaston et RENARD André, topographes principaux de 2^e classe.

Topographe adjoint de 2^e classe

M. DAFIX Antoine, topographe adjoint de 3^e classe.

Calculateur de 2^e classe

MM. FOCH Joseph et ICHER Louis, calculateurs de 3^e classe.

* * *

DIRECTION GÉNÉRALE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE, DES BEAUX-ARTS ET DES ANTIQUITÉS

Par arrêté du directeur général de l'instruction publique, des beaux-arts et des antiquités, en date du 24 mai 1935, M. JACQUER Auguste, instituteur de 3^e classe, est promu instituteur de 2^e classe, à compter du 1^{er} janvier 1935.

Par arrêté du directeur général de l'instruction publique, des beaux-arts et des antiquités, en date du 25 mai 1935, M^{me} PARIROT Suzanne, institutrice de 5^e classe, est promue institutrice de 4^e classe, à compter du 1^{er} janvier 1935.

Par arrêté du directeur général de l'instruction publique, des beaux-arts et des antiquités, en date du 2 juillet 1935, M. BRUNOT Louis, chef de bureau hors classe de l'administration centrale de la direction générale de l'instruction publique, des beaux-arts et des antiquités, chef du service de l'enseignement musulman, est nommé professeur titulaire de 3^e classe à l'Institut des hautes études marocaines à Rabat, à compter du 1^{er} juillet 1935.

M. BRUNOT Louis reste chargé du service de l'enseignement musulman.

*
*
*

DIRECTION DE LA SANTÉ ET DE L'HYGIÈNE PUBLIQUES

Par arrêté du directeur de la santé et de l'hygiène publiques, en date du 3 juillet 1935, est acceptée, à compter du 16 juillet 1935, la démission de son emploi présentée par M. VARCIN Théophile, infirmier spécialiste hors classe (2^e échelon).

PROROGATION DE LA LIMITE D'ÂGE.

Par arrêté du Commissaire résident général, en date du 29 juin 1935, pris sur la proposition du secrétaire général du Protectorat, après avis du directeur général des finances, en exécution du dahir du 8 mars 1935, M. Roux Joseph, officier de la santé maritime hors classe (2^e échelon), a été, à titre exceptionnel, autorisé à demeurer en fonctions pour la période comprise entre le 1^{er} août et le 31 octobre 1935.

ADMISSION A LA RETRAITE

Par arrêté viziriel en date du 1^{er} juillet 1935, M. Berthet François, contrôleur-en chef de classe exceptionnelle des douanes, est admis d'office à faire valoir ses droits à la liquidation de son compte à la caisse de prévoyance marocaine ou à une pension de retraite, à compter du 1^{er} juillet 1935.

Par arrêté viziriel en date du 6 juillet 1935, M. Pinzuti Antoine-François, contrôleur principal des domaines, est admis à faire valoir ses droits à la retraite, à compter du 1^{er} août 1935.

Par arrêté viziriel en date du 6 juillet 1935, M. Laville Léon-Marcel, adjoint principal des affaires indigènes, est admis à faire valoir ses droits à la retraite, à compter du 10 mai 1935.

Par arrêté viziriel en date du 6 juillet 1935, M. Havy Victor-Auguste-Joseph, topographe principal hors classe, est admis à faire valoir ses droits à la retraite, à compter du 1^{er} mai 1935.

Par arrêté viziriel en date du 6 juillet 1935, M. Venier Eugène-Alphonse-Alexandre, commis principal à la direction générale des travaux publics, est admis à faire valoir ses droits à la retraite, à compter du 1^{er} septembre 1935.

RADIATION DES CADRES.

Par arrêté du premier président de la cour d'appel, en date du 22 juin 1935, M. Pujol Blazy, secrétaire-greffier de 2^e classe des juridictions françaises, admis à faire valoir ses droits à la retraite ou à la liquidation de son compte à la caisse de prévoyance, a été rayé des cadres à compter du 1^{er} août 1935.

Par arrêté du premier président de la cour d'appel, en date du 22 juin 1935, M. Jean Georges, commis de 1^{re} classe, admis à faire valoir ses droits à la retraite, a été rayé des cadres à compter du 1^{er} août 1935.

Par arrêtés du premier président de la cour d'appel, en date du 3 juillet 1935, ont été admis à faire valoir leurs droits à la retraite ou à la liquidation de leur compte à la caisse de prévoyance, et rayés des cadres :

(à compter du 1^{er} septembre 1935)

M. Méquesse Georges, secrétaire-greffier hors classe (2^e échelon).

(à compter du 30 septembre 1935)

MM. Marc Benjamin, chef d'interprétariat de 1^{re} classe ;
Aknin Benjamin, secrétaire-greffier hors classe (2^e échelon) ;
Giraud Antoine, commis-greffier principal de 1^{re} classe ;
Viale Ernest, commis principal de 1^{re} classe ;
Pittion Marius, commis principal de 2^e classe.

Par arrêté du directeur général des travaux publics, en date du 4 juillet 1935, M. Calamel Hippolyte, contrôleur principal d'aco-nage de 2^e classe, atteint par la limite d'âge et admis à faire valoir ses droits à la retraite ou à la liquidation de son compte à la caisse de prévoyance, a été rayé des cadres à compter du 1^{er} janvier 1936.

Par arrêté du directeur général des travaux publics, en date du 8 juillet 1935, M. Capet Albert, agent technique principal des travaux publics hors classe, est rayé des cadres du personnel des travaux publics du Maroc, à compter du 1^{er} août 1935.

Par arrêté du directeur général des travaux publics, en date du 9 juillet 1935, M. Mordiconi Roch, agent technique principal de 1^{re} classe, admis à faire valoir ses droits à la retraite ou à la liquidation de son compte à la caisse de prévoyance, est rayé des cadres à compter du 1^{er} septembre 1935.

Par arrêté du directeur général de l'agriculture, du commerce et de la colonisation, en date du 30 juin 1935, M. Grave Charles, inspecteur principal de l'agriculture de 1^{re} classe, atteint par la limite d'âge, a été rayé des cadres à compter du 1^{er} juillet 1935.

Par arrêté du trésorier général du Protectorat, en date du 5 juillet 1935, un congé d'expectative de réintégration est accordé à M. Anglade Emile, commis principal du Trésor de 2^e classe, à compter du 1^{er} juillet 1935.

Par arrêté du trésorier général du Protectorat, en date du 8 juillet 1935, l'arrêté du 1^{er} juin 1935, par lequel M. Canet Jean, receveur adjoint du Trésor de 1^{re} classe, caissier à la trésorerie générale du Maroc, admis à faire valoir ses droits à la liquidation de son compte à la caisse de prévoyance marocaine ou à une pension de retraite, et rayé des cadres à compter du 1^{er} octobre 1935, est rapporté.

Par arrêté du directeur des eaux et forêts, en date du 26 juin 1935, M. Beauchamp Fernand-Louis, inspecteur des eaux et forêts, en service détaché au Maroc, a été placé en congé d'expectative de réintégration du 1^{er} juillet au 1^{er} septembre 1935, date de son admission à la retraite.

Par arrêté du directeur des eaux et forêts, en date du 26 juin 1935, M. Lejaille Auguste, inspecteur adjoint des eaux et forêts, en service détaché au Maroc, a été placé en congé d'expectative de réintégration, du 1^{er} juillet au 29 octobre 1935, date de son admission à la retraite.

Par arrêté du directeur des eaux et forêts, en date du 26 juin 1935, les agents ci-dessous désignés, en service détaché au Maroc, ont été placés en congé d'expectative de réintégration pour une durée maximum de six mois, à compter du 1^{er} juillet 1935 :

MM. Leca Jean-Martin, brigadier-chef des eaux et forêts ;
Chevassu Joseph-Stéphane, brigadier-chef des eaux et forêts ;
Boudon Victor, brigadier-chef des eaux et forêts.

CONCESSION D'ALLOCATION SPECIALE*Caisse marocaine des retraites*

Par arrêté viziriel en date du 6 juillet 1935, l'allocation annuelle de réversion de mille cent quarante et un francs (1.141 fr.) concédée sous le n° 26, au profit de Fatouma bent Si Mohamed el Oudili el Fasi et son fils mineur ayants droit du mokhazeni Ben Aïssa ben Mohamed, par arrêté viziriel du 7 septembre 1933, B.O. n° 1090, est ramenée à sept cent soixante francs (760 fr.) par suite du décès du seul orphelin mineur Ben Aïssa ben Benaïssa, survenu le 4 octobre 1934.

La veuve, sans enfant, Fatouma bent Si Mohamed el Oudili el Fasi jouira de cette nouvelle allocation à compter du 5 octobre 1934.

Par arrêté viziriel en date du 6 juillet 1935, sont concédées les allocations spéciales annuelles suivantes :

Hadj Aïssa ben Abdelkader, ex-chaouch de 5^e classe à l'enregistrement : 2.181 francs.

Ahmed ben Taleb, ex-chaouch de 1^{re} classe à l'enregistrement : 2.229 francs.

Brahim ben M'Hamed, ex-chaouch de 1^{re} classe à l'enregistrement : 2.542 francs.

Si Belgacem ben Saddok, ex-chaouch de 3^e classe aux domaines : 1.058 francs.

Ces allocations porteront jouissance du 1^{er} mai 1935, date à laquelle les intéressés, atteints par la limite d'âge ont été rayés des cadres.

CONCESSION DE PENSIONS CIVILES*Fonds spécial des pensions*

Par arrêté viziriel en date du 6 juillet 1935, pris sur la proposition du directeur général des finances, sont concédées les pensions civiles ci-après, au profit de M. Murati Albert-Louis, chef de bureau à l'administration municipale.

1^o Pension principale : 26.685 francs.

2^o Pension complémentaire : 13.342 francs.

Jouissance du 1^{er} juillet 1935.

Par arrêté viziriel en date du 6 juillet 1935, pris sur la proposition du directeur général des finances, sont concédées les pensions civiles ci-après, au profit de M. Etcheverry Paul-Marie-Joseph-Eugène, ex-commis principal à la direction générale des travaux publics.

1^o Pension principale :

Montant de la pension : 10.545 francs.

Jouissance du 9 avril 1935.

2^o Pension complémentaire :

Montant de la pension : 5.272 francs.

Jouissance du 9 avril 1935.

Par arrêté viziriel en date du 6 juillet 1935, pris sur la proposition du directeur général des finances, sont concédées les pensions civiles ci-après, au profit de M. Vuillermet Alcide, ex-commis principal au tribunal de première instance de Casablanca.

1^o Pension principale :

Montant de la pension : 7.758 francs.

Jouissance du 1^{er} mai 1935.

2^o Pension complémentaire :

Montant de la pension : 3.879 francs.

Jouissance du 1^{er} mai 1935.

Par arrêté viziriel en date du 6 juillet 1935, pris sur la proposition du directeur général des finances, est concédée la pension civile ci-après, au profit de M. Lamoureux Michel, ex-commis principal au tribunal de paix de Port-Lyautey.

1^o Pension principale :

Montant de la pension : 3.886 francs.

Jouissance du 1^{er} mai 1935.

2^o Charges de famille :

Montant de l'indemnité au titre du 2^e enfant : 960 francs.

Jouissance du 1^{er} mai 1935.

Par arrêté viziriel du 6 juillet 1935, pris sur la proposition du directeur général des finances, sont concédées les pensions civiles ci-après, au profit de M^{me} Pays Marie-Louise, veuve de M. Grataloup Louis-Joseph, ex-gardien de la paix, décédé le 12 mars 1935.

1^o Pension principale :

Montant de la pension : 3.856 francs.

Jouissance du 13 mars 1935.

2^o Pension complémentaire :

Montant de la pension : 1.928 francs.

Jouissance du 13 mars 1935.

DÉROGATION AU DAHIR DU 8 MARS 1935.

Par décision résidentielle en date du 1^{er} juillet 1935, prise par dérogation aux prescriptions du dahir du 8 mars 1935 supprimant le cumul d'émoluments alloués par contrat et d'une pension, sur la proposition du secrétaire général du Protectorat, après avis du directeur général des finances, M. Cognié Francis, trésorier-régisseur comptable à la garde chérifienne, dont le contrat expirait le 30 juin 1935, a été autorisé à demeurer en fonctions jusqu'au 31 décembre 1935.

PROMOTIONS

dans la hiérarchie spéciale du service des affaires indigènes.

Par décision résidentielle en date du 6 juillet 1935, sont promus dans la hiérarchie spéciale du service des affaires indigènes, à compter du 1^{er} juillet 1935, et maintenus dans leurs positions actuelles :

1^o Chef de bureau hors classe

Le capitaine L'Herbette Antonin, de la direction des affaires indigènes ;

Le capitaine Olloix Léon, de la région de Marrakech ;

Le capitaine Leblanc Georges, du territoire autonome du Tadla ;

Le capitaine Larcher Robert, du territoire autonome du Tadla ;

Le capitaine Jeanblanc Georges, de la direction des affaires indigènes.

2^o Chef de bureau de 1^{re} classe

Le capitaine Marcille Maurice, de la région de Marrakech ;

Le capitaine Lacroix Roger, de la région de Marrakech ;

Le capitaine Evain Albert, de la région de Taza ;

Le capitaine Le Davay René, du territoire autonome du Tafilalet ;

Le capitaine Samuel Gérard, de la région de Marrakech ;

Le capitaine Cattenoz Georges, du territoire autonome du Tadla ;

Le capitaine Boyer de la Tour du Moulin Pierre, du territoire autonome des confins du Drâa.

3^o Chef de bureau de 2^e classe

Le capitaine Maratuel Pierre, de la région de Taza ;

Le capitaine Déal Henri, de la région de Marrakech ;

Le capitaine Beaupère Maurice, de la région de Marrakech ;

Le capitaine Bertron Henri, de la région de Fès ;

Le capitaine Cros René, du territoire autonome du Tafilalet ;

Le capitaine Tuder Jean, de la région de Marrakech ;

Le capitaine Aunis Syfroy, de la région de Taza ;

Le capitaine Antier Jean, de la région de Meknès ;

Le capitaine Calliès Yves, de la région de Marrakech ;

Le capitaine du Plessis de Grenedan, de la direction des affaires indigènes ;

Le capitaine Tivolle Charles, de la région de Marrakech.

4^o Adjoint de 1^{re} classe

Le lieutenant Mongrelet Louis, du territoire autonome du Tafilalet ;

Le capitaine Clesca Marcel, de la région de Marrakech ;

Le capitaine Baggio Giovanni, du territoire autonome du Tafilalet ;

Le capitaine Goubeaux Louis, de la région de Marrakech ;
 Le lieutenant Seigle Marcel, de la région de Taza ;
 Le capitaine Goachet Guy, de la région de Marrakech ;
 Le lieutenant Cramailh Georges, de la région de Marrakech ;
 Le capitaine de Turenne Jean, du territoire autonome du Tadla ;
 Le capitaine Lévêque Fernand, de la région de Fès ;
 Le capitaine Bejot Louis, de la région de Fès ;
 Le lieutenant Olié Jean, de la direction des affaires indigènes ;
 Le lieutenant Soré Jean, du territoire autonome du Tadla ;
 Le capitaine Roux Georges, de la région de Meknès ;
 Le lieutenant de Battisti Louis, de la région de Fès ;
 Le capitaine Delort René, du territoire autonome du Tadla ;
 Le capitaine Grat Bernard, de la région de Marrakech ;
 Le capitaine Binet Joseph, de la région de Meknès.

5° Adjoint de 2° classe

Le lieutenant Guynot de la Boissière Yves, de la région de Marrakech ;
 Le lieutenant Delhumeau Jean, du territoire autonome du Tafilalet ;
 Le lieutenant Benoit de la Paillonne René, du territoire autonome des confins du Drâa ;
 Le lieutenant Picardat André, de la région de Marrakech ;
 Le lieutenant Paul Henri, de la région de Taza ;
 Le lieutenant d'Hauteville Christian, de la région de Meknès ;
 Le capitaine Le Port André, de la région de Fès ;
 Le lieutenant Charton Jean, du territoire autonome du Tafilalet ;
 Le lieutenant Morillon Auguste, de la région de Fès ;
 Le lieutenant Montjean Jacques, de la région de Marrakech ;
 Le lieutenant Brémard Pierre, de la région de Marrakech ;
 Le capitaine Abescat Albert, de la région de Fès ;
 Le lieutenant Boitreaud Gaston, du territoire autonome du Tadla ;
 Le lieutenant Weygand Jacques, du territoire autonome des confins du Drâa ;
 Le lieutenant Arnoux de Pirey Maximilien, de la région de Taza ;
 Le lieutenant Blanche Marcel, de la région de Marrakech ;
 Le lieutenant Querette François, du territoire autonome des confins du Drâa ;

Le lieutenant Campana Joseph, du territoire autonome des confins du Drâa ;
 Le lieutenant Termignon René, de la région de Fès ;
 Le lieutenant Dilberger Jean, du territoire autonome des confins du Drâa.

DIRECTION GÉNÉRALE DE L'AGRICULTURE, DU COMMERCE
 ET DE LA COLONISATION

CONCOURS

pour un emploi d'inspecteur adjoint de l'agriculture (3° catégorie — Recherches agronomiques — Section biologique et expérimentale).

Résultat du concours des 21 et 22 mai 1935

Candidat admis : M. Grillot Georges.

PARTIE NON OFFICIELLE

SECTION NORMALE

Année professionnelle

Session du 30 octobre 1935

Les candidats et candidates éventuels à des emplois d'auxiliaires dans le service de l'enseignement européen sont informés que six emplois d'institutrice auxiliaire et quatre emplois d'instituteur auxiliaire seront mis au concours le 30 octobre prochain. Les candidats et candidates admis à ce concours accompliront pendant la prochaine année scolaire le stage dit de « 4° année professionnelle » au groupe scolaire de la Tour-Hassan à Rabat.

Les dossiers devront être parvenus à la direction générale de l'instruction publique avant le 15 octobre, dernier délai.

Tous renseignements utiles seront donnés par la direction générale de l'instruction publique, bureau des examens.

SECRETARIAT GÉNÉRAL DU PROTECTORAT

SERVICE DE L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE, DU TRAVAIL ET DE L'ASSISTANCE

Office marocain de la main-d'œuvre

Semaine du 1^{er} au 7 juillet 1935.

A. — STATISTIQUE DES OPERATIONS DE PLACEMENT

VILLES	PLACEMENTS RÉALISÉS					DEMANDES D'EMPLOI NON SATISFAITES					OFFRES D'EMPLOI NON SATISFAITES				
	HOMMES		FEMMES		TOTAL	HOMMES		FEMMES		TOTAL	HOMMES		FEMMES		TOTAL
	Non-Marocains	Marocains	Non-Marocains	Marocains		Non-Marocains	Marocains	Non-Marocains	Marocains		Non-Marocains	Marocains	Non-Marocains	Marocains	
Casablanca	32	22	35	27	116	21	»	»	»	21	»	»	15	3	18
Fès	5	»	1	»	6	4	9	1	1	15	»	»	»	»	»
Marrakech	»	»	1	1	2	6	28	»	5	39	»	1	1	»	2
Meknès	»	8	3	»	11	3	7	1	1	12	»	»	»	»	»
Oujda	5	20	2	»	27	7	»	2	»	9	»	»	»	»	»
Rabat	5	9	10	18	42	28	72	»	54	154	»	1	»	»	1
TOTAUX.....	47	59	52	46	204	69	116	4	61	250	»	2	16	3	21

B. — STATISTIQUE DES DEMANDES D'EMPLOI PAR NATIONALITE

VILLES	Français	Marocains	Espagnols	Italiens	Portugais	Autres nationalités	TOTAL
Casablanca	56	49	13	11	3	5	137
Fès	4	10	"	"	"	1	15
Marrakech	3	34	2	1	"	1	41
Meknès	4	16	"	"	"	"	20
Oujda	13	19	4	"	"	"	36
Rabat	24	9	3	2	3	"	41
TOTAUX.....	104	137	22	14	6	7	290

ETAT DU MARCHÉ DE LA MAIN-D'ŒUVRE.

Pendant la période du 1^{er} au 7 juillet 1935, les bureaux de placement ont réalisé, dans l'ensemble, un nombre de placements supérieur à celui de la semaine précédente (204 contre 173).

Il ressort du tableau ci-dessus que le nombre des demandes non satisfaites est inférieur à celui de la semaine précédente (250 contre 283), ainsi que le nombre des offres non satisfaites (21 contre 46).

A Casablanca, l'activité du marché du travail se ralentit par suite de la période estivale et du départ en congé d'un certain nombre de directeurs d'établissements industriels ou commerciaux et le chômage est en progression. Beaucoup de demandes d'emploi émanent d'anciens commerçants et représentants de commerce. Le bureau de placement a placé un ingénieur électricien chef de chantier, 5 ajusteurs-monteurs, 2 charpentiers, 2 riveurs à air comprimé, 1 électricien en automobile. Tous ces placements ne sont que temporaires. Un emploi stable a été procuré à 2 menuisiers, 8 mécaniciens, 2 maçons, une dizaine d'employés de bureau, 5 serveuses de restaurant, 2 repasseuses, 4 dactylographes, 2 caissiers et 22 domestiques. 23 Marocains appartenant aux professions suivantes : peintres en carrosserie, demi-ouvriers mécaniciens, menuisiers et domestiques, ont obtenu un emploi par l'intermédiaire du bureau de placement.

A Fès, le bureau de placement a procuré un emploi à un monteur à chauffage central, un surveillant, 3 bûcherons et une domestique européens. La possibilité d'ouverture prochaine de travaux importants permet d'envisager pour l'avenir une amélioration du marché du travail.

A Marrakech, le bureau de placement a placé une gouvernante européenne et une domestique marocaine. Il n'a pu satisfaire une offre d'emploi de cuisinière européenne. Le marché du travail demeure très calme. 893 chômeurs sont inscrits au bureau de placement dont 113 Européens et 780 Marocains.

A Meknès, le bureau de placement a procuré du travail à 2 vendeuses, une femme de ménage françaises ainsi qu'à 6 manœuvres et à 2 maçons marocains. Les chômeurs hébergés par la municipalité sont occupés trois heures par jour à de menus travaux dans les jardins publics et la pépinière municipale. 207 chômeurs sont inscrits au bureau de placement dont 110 Européens et 97 Marocains.

A Oujda, la situation du marché du travail reste stationnaire, mais bonne dans l'ensemble. Le nombre des chômeurs inscrits est en légère diminution sur celui de la semaine précédente. La période des congés provoque un ralentissement marqué du placement des domestiques. Le bureau a placé 1 mécanicien, 1 forgeron, 1 maçon, 1 peintre, 1 employé de commerce, 1 mécanicien-dentiste, une infirmière et 20 terrassiers.

A Rabat, le nombre des offres d'emploi est bien inférieur à celui des demandes, le chômage s'accroît parmi les travailleurs indigènes. La presque totalité des offres d'emploi reçues a pu être satisfaite.

Assistance aux chômeurs

A Casablanca, pendant la période du 1^{er} au 7 juillet 1935, il a été distribué au fourneau économique par la Société de bienfaisance 728 repas. La moyenne journalière des repas a été de 104 pour 52 chômeurs et leurs familles. En outre, une moyenne journalière de 31 chômeurs a été hébergée à l'asile de nuit. La région des Chaouïa a distribué, au cours de cette semaine, 3.671 rations complètes et 340 rations de pain et de viande. La moyenne quotidienne des rations complètes a été de 524 pour 201 chômeurs et leurs familles et celle des rations de pain et de viande a été de 48 pour 24 chômeurs et leurs familles.

A Fès, la Société de bienfaisance a distribué 702 repas aux chômeurs et à leurs familles ; une moyenne journalière de 24 chômeurs a été hébergée à l'asile de nuit.

A Marrakech, le chantier municipal de chômage a occupé 25 ouvriers de professions diverses dont 5 Français, 14 Italiens, 3 Espagnols, 1 Bulgare, 1 Grec et 1 Allemand. La Société de bienfaisance a délivré, au cours de cette semaine, pour 525 francs de vivres à 10 chômeurs ou familles de chômeurs nécessiteux. Sur 113 chômeurs européens, 34 sont assistés.

A Meknès, le centre d'hébergement assiste actuellement 28 personnes dont 10 sont à la fois nourries et logées.

A Oujda, sur 70 chômeurs européens inscrits, 38 ont été secourus par la Société de bienfaisance française. En outre, une moyenne journalière de 25 chômeurs est employée au chantier municipal.

A Rabat, la Société de bienfaisance de Rabat-Salé a distribué, au cours de cette semaine, 1.726 rations. La moyenne journalière des repas servis a été de 246 pour 55 chômeurs et leur famille. L'asile de nuit a hébergé en moyenne 29 chômeurs par jour.

Récapitulation des opérations de placement pendant le mois de juin 1935.

Pendant le mois de juin 1935, les six bureaux principaux et les bureaux annexes ont réalisé 699 placements, mais n'ont pu satisfaire 673 demandes d'emploi et 140 offres d'emploi.

Les bureaux annexes ont pu réaliser 8 placements et n'ont pu satisfaire 80 demandes d'emploi.

Dans cette statistique ne sont pas compris les bureaux annexes de Mazagan, Ouezzane et Salé qui n'ont fait parvenir aucun renseignement sur leurs opérations de placement.

RELEVÉ

des produits originaires et provenant de la zone française de l'Empire chérifien expédiés en franchise en France et en Algérie dans les conditions fixées par les articles 305 et 307 du code des douanes du 26 décembre 1934 et en application du décret du 18 juin 1935, pendant les 1^{re} et 2^e décades du mois de juin 1935.

PRODUITS	UNITÉS	CREDIT 1 ^{er} juin 1935 au 31 mai 1936	QUANTITÉS IMPUTÉES SUR LES CRÉDITS EN COURS		
			2 ^e décade du mois de juin 1935	Antérieurs (1 ^{re} décade juin)	Totaux
Animaux vivants :					
Chevaux	Têtes	500	"	"	"
Chevaux destinés à la boucherie	"	4.000	68	49	117
Mulets et mules	"	200	"	"	"
Baudets étalons	"	250	"	"	"
Bestiaux de l'espèce bovine	"	30.000	105	35	140
Bestiaux de l'espèce ovine	"	330.000	5.237	7.179	12.416
Bestiaux de l'espèce caprine	"	10.000	82	20	102
Bestiaux de l'espèce porcine	Quintaux	34.000	1.534	"	1.534
Volailles vivantes	"	1.250	48	57	105
Animaux vivants non dénommés : ânes et ânesses	Têtes	250	2	"	2
Produits et dépouilles d'animaux :					
Viandes fraîches, viandes réfrigérées et viandes congelées :					
A. — De porcs	Quintaux	5.000	85	"	85
B. — De moutons	"	10.000	160	309	469
Viandes salées ou en saumure, à l'état cru, non préparées	"	3.000	6	32	38
Viandes préparées de porc	"	800	"	"	"
Charcuterie fabriquée, non compris les pâtés de foie	"	2.000	9	10	19
Museau de bœuf découpé, cuit ou confit, en barillets ou en terrines	"	50	"	"	"
Volailles mortes (non préparées), pigeons compris	"	250	1	"	1
Conserves de viandes	"	2.000	"	"	"
Boyaux	"	3.000	4	20	24
Laines en masse teintes	"	250	"	"	"
Laines en masse, teintes, laines peignées et laines cardées	"	500	53	11	64
Crins préparés ou frisés	"	50	"	"	"
Poils peignés ou cardés et poils en boîtes	"	500	"	"	"
Graisses animales, autres que de poisson :					
A. — Suifs	"	"	"	"	"
B. — Saïndoux	"	1.000	"	"	"
C. — Huiles de saïndoux	"	"	"	"	"
Cire	"	3.000	"	"	"
Oufs de volailles, d'oiseaux et de gibier	"	65.000	1.213	1.747	2.960
Miel naturel pur	"	200	13	1	14
Engrais organiques élaborés	"	3.000	"	"	"
Pêches :					
Poissons d'eau douce, frais, de mer, frais ou conservés à l'état frais par un procédé frigorifique (à l'exclusion des sardines)	"	(1) 11.000	117	397	514
Poissons secs, salés ou fumés ; poissons conservés au naturel, marinés ou autrement préparés ; autres produits de pêche	"	50.000	1.054	668	1.722
Matières dures à tailler :					
Cornes de bétail préparées ou débitées en feuilles	"	2.000	"	"	"
Farineux alimentaires :					
Blé tendre en grains	"	1.650.000	90.734	72.584	163.338
Blé dur en grains	"	150.000	9.128	12.797	21.925
Farines de blé dur et semoules (en gruau) de blé dur	"	60.000	2.391	"	2.391
Avoine en grains	"	250.000	2.597	"	2.597
Orge en grains	"	2.500.000	11.958	21.114	33.072
Seigle en grains	"	5.000	"	"	"
Mais en grains	"	900.000	26.009	14.122	40.131
Légumes secs en grains et leurs farines :					
Fèves et féverolles	"	280.000	29.157	3.001	26.158
Pois pointus	"	30.000	3.211	2.293	5.504
Haricots	"	5.000	"	"	"
Lentilles	"	40.000	91	"	91
Pois ronds	"	120.000	4.347	3.833	8.180
Autres	"	5.000	"	"	"
Sorgho ou dari en grains	"	50.000	904	"	904
Millet en grains	"	30.000	578	"	578
Alpiste en grains	"	50.000	759	61	820
Pommes de terre, à l'état frais importées du 1 ^{er} mars au 1 ^{er} juillet inclusivement	"	45.000	"	"	"

(1) Dont 6.000 quintaux au maximum à destination de l'Algérie.

PRODUITS	UNITES	CRÉDIT 1 ^{er} juin 1935 au 31 mai 1936	QUANTITÉS IMPUTÉES SUR LES CRÉDITS EN COURS		
			2 ^e décade du mois de juin 1935	Antérieurs (1 ^{er} décade juin)	Totaux
<i>Fruits et graines :</i>					
<i>Fruits de table ou autres, frais non forcés :</i>					
Amandes	Quintaux	500	"	7	7
Bananes	"	300	"	"	"
Carrobes, caroubes ou carouges	"	10.000	1.115	"	1.115
Citrons	"	500	"	"	"
Oranges (douces ou amères), cédrats et leurs variétés non dénommées	"	(1) 40.000	458	1.544	2.002
Mandarines et chinois	"	15.000	"	"	"
Figues	"	500	"	"	"
Pêches, prunes, brugnons et abricots	"	500	49	9	58
Raisins de table ordinaires	"	1.000	1	"	1
Dattes propres à la consommation	"	4.000	"	"	"
Non dénommés ci-dessus y compris les figues de cactus, les prunelles et les baies de myrtille et d'airelle, à l'exclusion des raisins de vendange et moûts de vendange	"	500	"	"	"
<i>Fruits de table ou autres secs ou tapés :</i>					
Amandes et noisettes en coques	"	1.000	"	"	"
Amandes et noisettes sans coques	"	30.000	10	78	88
Figues propres à la consommation	"	300	"	"	"
Noix en coques	"	1.800	"	"	"
Noix sans coques	"	200	"	"	"
Prunes, pruneaux, pêches et abricots	"	1.000	"	"	"
Fruits de table ou autres, confits ou conservés à l'exception des cuites de fruits, pulpes de fruits, raisinés et produits analogues sans sucre (cristallisable ou non) ni miel	"	3.000	9	37	46
Cuïtes de fruits, pulpes de fruits en boîtes de plus de 4 kilos net l'une, raisiné et produits analogues sans sucre (cristallisable ou non) ni miel	"	10.000	"	"	"
Anis vert	"	15	"	"	"
<i>Graines et fruits oléagineux :</i>					
Lin	"	200.000	553	22	575
Ricin	"	30.000	2	"	2
Sésame	"	5.000	"	"	"
Olives	"	5.000	"	"	"
Non dénommés ci-dessus	"	10.000	"	"	"
Graines à ensemercer autres que de fleurs, de luzerne, de minette, de ray-gras, de trèfles et de betteraves, y compris le fenugrec	"	60.000	2	31	33
<i>Denrées coloniales de consommation :</i>					
Confiserie au sucre	"	200	"	"	"
Confitures, gelées, marmelades, compotes, purées de fruits et produits analogues contenant du sucre (cristallisable ou non) ou du miel	"	500	"	"	"
Piment	"	500	"	"	"
<i>Huiles et sucres végétaux :</i>					
<i>Huiles fixes pures :</i>					
D'olives	"	40.000	"	"	"
De ricin	"	1.000	"	"	"
D'argan	"	1.000	"	"	"
<i>Huiles volatiles ou essences :</i>					
A. — De fleurs	"	300	"	"	"
B. — Autres	"	400	"	"	"
Goudron végétal	"	100	"	"	"
<i>Espèces médicinales :</i>					
Herbes, fleurs et feuilles ; fleurs de Provins, menthe mondée, menthe bouquet	"	2.000	"	"	"
<i>Bois :</i>					
Bois communs, ronds, bruts, non équarris	"	1.000	46	"	46
Bois communs équarris	"	1.000	"	"	"
Perches, élançons et échelas bruts de plus de 1 m. 10 de longueur et de circonférence atteignant au maximum 60 centimètres au gros bout	"	1.500	"	"	"
<i>Liège brut, rapé ou en planches :</i>					
Liège de reproduction	"	60.000	297	7.977	8.274
Liège mâle et déchets	"	40.000	"	1.270	1.270
Charbon de bois et de chènevottes	"	3.000	100	"	100
<i>Filaments, tiges et fruits à ouvrir :</i>					
Coton égrené en masse, lavé, dégraissé, épuré, blanchi ou teint, coton cardé en feuilles	"	5.000	"	"	"
Déchets de coton	"	1.000	"	"	"

(1) Dont 15.000 quintaux au maximum à destination de l'Algérie.

PRODUITS	UNITES	CREDIT 1 ^{er} juin 1935 ou 31 mai 1936	QUANTITÉS IMPUTÉES SUR LES CRÉDITS EN COURS		
			2 ^e décade du mois 1 ^{er} juin 1935	Antérieurs (1 ^{er} décade juin)	Totaux
<i>Teintures et tanins :</i>					
Ecorces à tan mouluées ou non	Quintaux	25.000	202	"	202
Feuilles de henné	"	50	"	"	"
<i>Produits et déchets divers :</i>					
Légumes frais	"	135.000	651	14.921	15.572
Légumes salés, confits, légumes conservés en boîtes ou en récipients hermétiquement clos ou en fûts	"	15.000	176	"	176
Légumes desséchés (noirs)	"	5.000	135	"	135
Paille de millet à balais	"	15.000	88	"	88
<i>Pierres et terres :</i>					
Pierres meulières taillées, destinées aux moulins indigènes	"	50.000	"	"	"
Pavés en pierres naturelles	"	120.000	"	"	"
<i>Métaux :</i>					
Chutes, ferrailles et débris de vieux ouvrages de fonte, de fer ou d'acier ne pouvant être utilisés que pour la refonte	"	52.000	"	"	"
Plomb : minerais, mattes et scories de toutes sortes, contenant plus de 30 % de métal, limailles et débris de vieux ouvrages	"	100.000	"	"	"
<i>Poteries, verres et cristaux :</i>					
Autres poteries en terre commune, vernissées, émaillées ou non	"	1.200	9	2	11
Perles en verre et autres vitrifications, en grains, percées ou non, etc. Fleurs et ornements en perles, etc., etc.	"	50	"	"	"
<i>Tissus :</i>					
Etoffes de laine pure pour ameublement	"	100	1	"	1
Tissus de laine pure pour habillement, draperie et autres	"	200	"	"	"
Tapis revêtus par l'Etat chérifien d'une estampille garantissant qu'ils n'ont été tissés qu'avec des laines soumises à des colorants de grand teint	Mètres carrés	30.000	2.430	2.363	4.793
Couvertures de laine tissées	Quintaux	50	2	2	4
Tissus de laine mélangée	"	100	3	"	3
Vêtements, pièces de lingerie et autres accessoires du vêtement en tissu ou broderie confectionnés en tout ou partie	"	1.000	5	"	5
<i>Peaux et pelleteries ouvrées :</i>					
Peaux seulement tannées à l'aide d'un tannage végétal, de chèvres, de chevreaux ou d'agneaux	"	350	"	"	"
Peaux chamoisées ou parcheminées, teintées ou non ; peaux préparées corroyées dites « filali »	"	500	"	2	2
Tiges de bottes, de bottines, de souliers découverts, de souliers montants jusqu'à la cheville	"	10	"	"	"
Bottes	"	10	"	"	"
Babouches	"	(1) 3.500	1	1	2
Maroquinerie	"	700	17	12	29
Couvertures d'albums pour collections	"	50	"	"	"
Valises, sacs à mains, sacs de voyage, étuis	"	100	2	1	3
Ceintures en cuir ouvré	"	50	"	"	"
Autres objets en peau, en cuir naturel ou artificiel non dénommés	"	100	"	"	"
Pelleteries préparées ou en morceaux cousus	"	20	"	"	"
<i>Ouvrages en métaux :</i>					
Orfèvrerie et bijouterie d'or et d'argent (2)	"	10	"	"	"
Ouvrages dorés ou argentés par divers procédés	"	10	"	"	"
Tous articles en fer ou en acier non dénommés	"	150	"	"	"
Objets d'art ou d'ornement en cuivre ou en bronze	"	600	7	1	8
Articles de lampisterie ou de ferblanterie	"	100	"	"	"
Autres objets non dénommés, en cuivre pur ou allié de zinc ou d'étain	"	300	"	"	"
<i>Meubles :</i>					
Meubles autres qu'en bois courbé : sièges	"	200	10	6	16
Meubles autres qu'en bois courbé, autres que sièges, pièces et parties isolées	"	20	"	"	"
Cadres en bois de toutes dimensions	"	20	"	"	"
<i>Ouvrages de sparterie et de vannerie :</i>					
Tapis et nattes d'alfa et de jonc	"	8.000	132	63	195
Vannerie en végétaux bruts, articles de vannerie grossiers en osier seulement pelé ; vannerie en rubans de bois, vannerie fine d'osier, de paille ou d'autres fibres avec ou sans mélange de fils de divers textiles	"	550	"	"	"
Cordages de sparte, de tilleul et de jonc	"	200	"	"	"
<i>Ouvrages en matières diverses :</i>					
Liège ouvré ou mi-ouvré	"	500	"	"	"
Tablouterie d'ivoire, de macre, d'écaille, d'ambre et d'ambroïde ; autres objets	"	50	"	"	"
Boîtes en bois laqué, genre Chine ou Japon	"	100	"	"	"
Articles de bimbeloterie et leurs pièces détachées travaillées	"	50	"	"	"

(1) Dont 500 quintaux au maximum à destination de l'Algérie.

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES

Service des perceptions et recettes municipales

Avis de mise en recouvrement de rôles d'impôts directs

Les contribuables sont informés que les rôles mentionnés ci-dessous sont mis en recouvrement aux dates qui figurent en regard.

LE 22 JUILLET 1935. -- *Patentes 1935* : contrôle civil de Guercif ; cercle du Haut-M'Soun, bureau des affaires indigènes de Mezguitem ; cercle du Haut-Leben, bureau des affaires indigènes de Bab-el-Morouj et bureau des affaires indigènes de Kef-el-Rhar ; cercle de Tahala.

Taxe urbaine 1935 : Benahmed ; Khenifra ; Marrakech-médina (2^e émission 1934).

Patentes et taxe d'habitation 1935 : Berguent.

LE 29 JUILLET 1935. -- *Taxe urbaine 1935* : Rabat-nord.

LE 5 AOUT 1935. -- *Taxe urbaine 1935* : Marrakech-médina (articles 1 à 4947, 15001 à 18885).

Rabat, le 13 juillet 1935.

Le chef du service des perceptions
et recettes municipales,
PIALAS.

SERVICE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE

COURS DES BLÉS TENDRES

pratiqués sur la place de Casablanca du 6 au 13 juillet 1935.

	TRAITÉ		NOMINAL	
	DISPONIBLE	LIVRABLE	DISPONIBLE	LIVRABLE
Lundi	50-51-51,50			
Mardi	50-50,50-52 51,50-52,50			
Mercredi	51-52 magasin 52,50-53,50 rendu			
Jeudi	52-52,75, 52,50			
Vendredi	52-53			

Les billets des Compagnies

PAQUET, TRANSAT, AIR-FRANCE

sont délivrés par

MAROC-VOYAGES

Immeuble Cousin, Avenue Dar-el-Makhzen, Téléph. 31-13, RABAT

**DÉMÉNAGEMENTS POUR TOUT LE MAROC
PAR CAMIONS TRÈS RAPIDES**

L. COSSO-GENTIL

9, rue de Mazagan — RABAT

Téléphone : 25.11

TARIFS SPÉCIAUX pour MM. les Fonctionnaires
et Officiers

GARDE - MEUBLES PUBLIC

BULLETIN ÉCONOMIQUE DU MAROC

publié trimestriellement par la

SOCIÉTÉ D'ÉTUDES ÉCONOMIQUES ET STATISTIQUES

Prix de l'abonnement annuel : 50 francs

Adresser les souscriptions au

Bulletin économique du Maroc à RABAT (Maroc)

COMPTE DE CHÈQUES POSTAUX : RABAT 78-73

Pour ce qui concerne la rédaction

écrire au Rédacteur en chef du Bulletin,

Recette postale de Rabat-Résidence